



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Archive ouverte UNIGE

<https://archive-ouverte.unige.ch>

Master

2021

Open Access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

Typologie des interprètes et linguistes dans les conflits du XXIe siècle

Meissonnier, Lola Yeelen Manon

How to cite

MEISSONNIER, Lola Yeelen Manon. Typologie des interprètes et linguistes dans les conflits du XXIe siècle. Master, 2021.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:155602>

© This document is protected by copyright. Please refer to copyright holder(s) for terms of use.



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**FACULTÉ DE TRADUCTION
ET D'INTERPRÉTATION**

Lola Meissonnier

Typologie des interprètes et linguistes dans les conflits du XXI^e siècle

Mémoire présenté à la Faculté de Traduction et d'Interprétation

Pour l'obtention du MA en Interprétation de Conférence

Directrice de mémoire : Lucía Ruiz Rosendo

Juré : Kilian G. Seeber

Jun 2021

Coordonnées de l'étudiante

Lola Meissonnier

lola.meissonnier@etu.unige.ch

Ecole de Traduction et d'Interprétation

Université de Genève

40, boulevard du Pont-d'Arve,

CH-1211 Genève 4

Remerciements

Je tiens à adresser tous mes remerciements à ma directrice de mémoire, Mme Lucía Ruiz Rosendo, pour sa disponibilité et sa supervision éclairée tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Je remercie également mes proches et mes camarades Anabel da Silva et Camilo Arias Rivera pour leur soutien sans réserve et leurs précieux conseils.

Résumé

La figure de l'interprète dans les théâtres d'opération est une notion floue. Pourtant, la médiation linguistique a toujours eu lieu dans les zones de guerre et dans leur périphérie. La grande diversité des conflits et l'imprévisibilité des interventions rendent l'analyse de l'activité délicate, mais de plus en plus de chercheur·e·s s'intéressent à l'interprétation dans ces contextes difficiles. Leurs travaux nous aident à y voir plus clair dans le brouillard de la guerre que traversent les interprètes et autres linguistes sur place. Le présent mémoire est une analyse réalisée en croisant les résultats de divers travaux de recherche dans le domaine de l'interprétation en situation de conflit, de l'interprétation militaire et de l'interprétation humanitaire. Les guerres du XXI^e siècle se caractérisent par leur asymétrie et la complexité de leurs enjeux. Les professionnel·le·s qui viennent répondre aux nombreux besoins dont ces guerres sont à l'origine forment un groupe si hétérogène qu'il est pertinent d'en établir une typologie. Cette dernière met en évidence la grande diversité des profils professionnels et personnels de ces interprètes et linguistes, mais aussi et par conséquent, les grandes variations dans leurs approches respectives de l'exercice. Le résultat de cette étude révèle un dénominateur commun entre tous ces profils parfois si éloignés les uns des autres : le manque de formation. De plus, ce travail de recherche a permis de confirmer que la médiation culturelle, compétence cruciale pour l'interprétation, prenait tout son sens en situation de conflit.

Table des matières

Table des matières.....	6
Avant-propos.....	8
1. Introduction	8
1.1. L'interprète dans les théâtres d'opération : un mystère pour le grand public mais aussi pour les linguistes.....	8
1.2. La guerre : matrice de l'interprétation ?.....	10
1.3. Cadre et objet d'étude choisis : pourquoi une typologie des interprètes en situation de conflit ?.....	11
2. Analyse littéraire	12
2.1. Conflits: définitions et structure.....	12
2.1.1. Conflits, guerres et brouillard.....	12
2.1.2. Les temps de la guerre	15
2.2. Le langage dans le conflit : cycles, offre et demande	17
2.3. Interprétation en situation de conflit et hors du conflit : une profession, mille pratiques	19
2.3.1. Qui sont les interprètes qui travaillent en situation de conflit ?	19
2.3.2. Les interprètes en dehors des situations de conflit, dans le milieu civil.....	22
2.3.3. Formation, conditions de travail, rapport hiérarchique, neutralité, style : les différences majeures entre l'interprétation en temps de paix et l'interprétation en temps de guerre.....	23
3. Méthodologie.....	28
4. Résultats : typologie des interprètes en situation de conflit	30
4.1. Interprètes évoluant dans le domaine militaire, employé·e·s par l'armée	31
4.1.1. Linguistes militaires	31
4.1.2. Interprètes civil·e·s	38
4.2. Interprètes évoluant dans le domaine civil.....	47
4.2.1. Interprètes humanitaires au service du CICR, du HCR et d'organisations non-gouvernementales	47
4.2.2. Interprètes de conférence en déplacement dans les théâtres d'opération	55
4.2.3. Assistant·e·s linguistes des opérations de maintien de la paix de l'ONU	59
5. Implications du profil de l'interprète en situation de conflit sur sa performance	62
5.1. Point de vue : interprétation de conférence.....	62
5.2. Facteurs d'influence sur la performance en situation de conflit.....	63
5.2.1. Manque de formation.....	63

5.2.2. Conditions de recrutement.....	66
5.2.3. Rapport à la hiérarchie, rapport au conflit.....	68
5.3. La médiation culturelle : une compétence sine qua non.....	70
6. Conclusion.....	72

Avant-propos

Le métier d'interprète de conférence est attribué à plus de 73% à des femmes, d'après un sondage réalisé par l'Association Internationale des Interprètes de Conférence (AIIC). Aussi, ce mémoire est rédigé en écriture inclusive (Haddad, 2016) dans un effort de rendre compte au mieux de cette réalité.

1. Introduction

1.1. L'interprète dans les théâtres d'opération : un mystère pour le grand public mais aussi pour les linguistes

Aux yeux du grand public, le terme *interprète* peut évoquer un large éventail sémantique. La première entrée dans la définition de nombreux dictionnaires de langue française désigne généralement l'agent·e qui transpose une idée d'une langue à une autre, comme c'est le cas du Larousse par exemple. Il est intéressant de noter qu'ici, le terme est déjà associé à l'idée d'intermédiaire.

Interprète nom (latin *interpres-etis*) - Personne qui transpose oralement une langue dans une autre ou qui sert d'intermédiaire, dans une conversation, entre des personnes parlant des langues différentes.

Pourtant, il semblerait que l'acception artistique du terme interprète, dans le sens d'un·e agent·e « qui traduit, exprime, représente de telle ou telle façon une œuvre artistique » soit tout aussi présente à l'esprit des non-initiés. Ainsi et pour dissiper le doute, pour décrire son activité auprès d'une personne non spécialiste, l'interprète de conférence passe souvent par le terme *traducteur*.

Lorsqu'on associe l'idée d'interprète à celle de la traduction, c'est bien souvent un contexte de salle de conférence internationale qui vient à l'esprit. Les tenants et les aboutissants du rôle des professionnel·le·s de l'interprétation humanitaire, communautaire ou encore militaire tiennent encore du mystère non seulement pour les non-initié·e·s mais aussi pour de nom-

breux·ses linguistes professionnel·le·s. Cela s'explique par plusieurs raisons : d'une part, les organisations internationales et institutions associées sont de grands employeurs pour les interprètes, tant sous contrat permanent qu'en tant qu'indépendant·e·s. En 2017, d'après l'office des publications de l'Union Européenne, la Direction Générale de l'Interprétation de la Commission Européenne employait 530 interprètes dont 294 fonctionnaires, dits permanent·e·s. D'autre part, les écoles d'interprétation les plus prestigieuses, référencées dans le consortium européen European Masters in Conference Interpreting (EMCI), forment surtout leurs étudiant·e·s à l'interprétation de conférence. Enfin, l'activité des interprètes de conférence est très largement documentée. Tout d'abord dans les archives publiques qui contiennent de nombreuses réunions filmées accessibles sur le site de l'ONU comme sur celui du Parlement européen pour ne citer qu'eux. Ensuite, par la recherche universitaire. En effet, chaque année de nouvelles études sont réalisées qui s'intéressent à la performance des interprètes de conférence, à leur perception par le·a client·e, à leur capacité d'anticipation ou encore à l'activité neurologique à l'œuvre lors de l'exercice de l'interprétation simultanée. La grande visibilité des interprètes de conférence permet d'en faire un vaste objet de recherche.

Les activités des interprètes dans le contexte des conflits armés, bien plus isolées, moins visibles car elles peuvent relever d'un niveau de confidentialité tout particulier, ne laissent pas la même place à l'étude du métier. L'interprétation en situation de conflit est donc étudiée en bien moindre mesure et par extension, moins connue du grand public comme des cercles professionnels. Il faut toutefois reconnaître qu'au cours des dernières années, plusieurs facteurs ont participé à l'augmentation du nombre de publications d'articles et d'ouvrages de recherche autour de la figure des interprètes en situation de conflit. La nouvelle visibilité des linguistes (traducteur·ice·s et interprètes) dans ces contextes (Baker, 2010) ainsi que les publications de mémoires d'interprètes ayant joué un rôle pendant les guerres (Baigorri Jalón, 2011 ; Ruiz Rosendo, 2019) ont été à l'origine de ce nouvel intérêt du monde de la recherche envers cette catégorie de professionnels. La recherche se tourne également de plus en plus vers d'autres champs d'interprétation comme la pratique de l'interprétation par des agent·e·s non formé·e·s à la profession (Ticca & Traverso, 2015). L'analyse historique est aussi une approche privilégiée dans le cadre de la recherche autour de l'interprétation en situation de conflit (Ruiz Rosendo & Persaud, 2016).

1.2. La guerre : matrice de l'interprétation ?

C'est pourtant bien dans les conflits armés - et dans la résolution de ces derniers - qu'il faut chercher les origines de l'interprétation, comme l'explique l'AIIC (2013).

Dans la Grèce Antique et à Rome, les œuvres d'Hérodote, de Thucydide, de Xénophon, de Plutarque, de Pline, de Cicéron, d'Horace, de Tite-Live parlent toutes de conquêtes et d'empires. A chaque fois que les nations ont négocié la paix après un conflit, il y avait toujours quelque part derrière le guerrier ou le diplomate, un interprète. (AIIC, 2013)

Il va de soi que partout où les civilisations se rencontrent, un truchement est requis qui incarne l'intermédiaire, non seulement pour pallier de ses connaissances linguistiques les incompréhensions verbales mais aussi pour permettre aux interlocuteur·rice·s de comprendre leurs visions respectives du monde par le moyen d'une médiation culturelle.

La guerre engendre donc une certaine demande en interprètes. Par conséquent, elle est aussi parfois à l'origine de l'émergence de nouvelles générations de ces dernier·e·s. Baigorri Jalón (2011) parle des guerres comme des écoles d'interprètes quand il cite l'exemple des 3000 enfants espagnol·e·s envoyé·e·s par leur famille en Union Soviétique à l'abri de la guerre civile qui a fait rage dans les années 1930. Ces dernier·e·s devenu·e·s bilingues ont pu interpréter, une fois adultes, au profit du soutien Soviétique auprès de Fidel Castro, au lendemain de la révolution cubaine de 1959 (ibid.).

Il est important de préciser que l'interprétation en situation de conflit n'est pas pratiquée exclusivement par des militaires mais aussi par des agent·e·s aux multiples profils distincts (Laugesen & Gehrmann, 2020) - qui font l'objet de ce mémoire. Voilà pourquoi il convient de définir les spécificités de chaque catégorie. De plus, les conditions dans lesquelles ces activités sont exercées peuvent elles-mêmes varier grandement d'un contexte à un autre. Une typologie des interprètes actif·ve·s en situation de conflit permettra d'obtenir une vision plus claire les diverses formes que la communication peut prendre une fois sur le terrain.

1.3. Cadre et objet d'étude choisis : pourquoi une typologie des interprètes en situation de conflit ?

Il convient avant toute chose de définir le cadre de cette étude : il est ici question de la situation de conflit. Cette expression se veut aussi géographique que temporelle : elle regroupe la région concernée par le conflit mais aussi les acteur·ice·s qui y sont engagé·e·s. Par situation de conflit, nous désignons donc un contexte physique et politique au sein duquel des affrontements armés ont lieu. Ainsi, le conflit diplomatique qui peut apparaître lors de rencontres internationales n'entre pas dans le cadre de ce mémoire. L'interprétation à laquelle nous nous intéressons est celle qui permet le dialogue - ou tout du moins la compréhension - entre acteur·ice·s d'un conflit sur le territoire concerné par ce dernier. Cela inclut par conséquent les interprètes militaires, les interprètes civil·e·s au service de structures militaires, les interprètes civil·e·s au service d'organisations internationales dépêché·e·s dans les théâtres d'opérations mais aussi les acteur·ice·s de l'interprétation dans un contexte humanitaire en lien avec un conflit.

Dans ce cadre, il faut reconnaître une différence de catégorie entre l'interprétation exercée par des militaires, l'interprétation dans un cadre humanitaire et enfin l'interprétation exercée au service des organisations internationales.

L'une des différences majeures entre l'interprétation en situation de conflit et l'interprétation exercée dans d'autres contextes (et notamment l'interprétation de conférence) réside dans l'homogénéité des corps de métiers. D'un côté, l'interprétation de conférence - dont il ne sera pas question dans ce mémoire - qui couvre un grand nombre de thèmes de travail : des discours solennels, politiques aux exposés techniques sur des sujets parfois extrêmement précis, l'interprète de conférence est formé·e à une activité qui peut se décliner en deux grands modes : l'interprétation consécutive et la simultanée. De l'autre côté, l'interprétation en situation de conflit qui se manifeste dans des activités très diverses en fonction du contexte. L'activité peut être exercée tant par des professionnel·le·s formé·e·s en école d'interprètes que par des citoyen·ne·s locaux·ales embauché·e·s par une armée déployée sur un théâtre d'opérations donné (Baker, 2010 ; Ruiz Rosendo, 2020), que par des militaires ayant reçu une formation linguistique dans les langues pertinentes dans le cadre de l'opération en question (Lauge-

sen & Gehrmann, 2020). Force est de constater que l'expression 'interprète militaire' ne désignerait qu'une partie des agent·e·s d'interprétation actif·ve·s dans le contexte qui nous intéresse ici. C'est cette hétérogénéité qui incite à poser la question de la multiplicité des visages de l'interprétation en situation de conflit et à en établir une typologie.

Afin d'explorer au mieux le sujet, il conviendra de répondre aux questions suivantes : quels sont les besoins linguistiques rencontrés par les Etats et organisations engagés dans un conflit armé ? Qui sont les interprètes qui remplissent ces fonctions ? Quelles sont les implications de chaque catégorie d'interprète sur l'activité exercée ?

2. Analyse littéraire

2.1. Conflits: définitions et structure

Afin de cerner au mieux les contours de la question de l'interprétation en temps de guerre, il est nécessaire d'examiner les définitions des termes clés de notre propos. Ici, il est question de comprendre ce qui relève du conflit, de la guerre mais aussi par opposition, comment se définit l'état de paix. Notre champ d'étude concerne chacune des étapes situées entre ces deux pôles. Ensuite, nous examinerons le rôle joué par les langues dans le conflit afin de saisir l'enjeu de l'activité d'interprétation dans ce contexte. Cela nous amènera à nous interroger sur les besoins linguistiques en temps de guerre, dont la multiplicité entraîne la manifestation d'un corps de métier plus hétérogène que celui de l'interprétation de conférence en temps de paix. La question de la distinction entre le domaine civil et le domaine militaire se posera également.

2.1.1. Conflits, guerres et brouillard

Si Diderot définit la guerre dans son Encyclopédie comme une « maladie convulsive et violente du corps politique » (Diderot, 1776), Carl von Clausewitz, théoricien militaire prussien né à la fin du XVIIIe siècle, considère que la guerre fait partie intégrante du processus politique. Il déclare qu'il s'agit d'une « continuation de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz, 1832). Ce faisant, Clausewitz pose la guerre en outil stratégique de la politique et non

comme une rupture. La guerre relève donc pour lui d'un moyen pour un Etat d'atteindre un objectif politique aux dépens d'un autre Etat. Il est intéressant de noter qu'à cette étape de naissance du conflit, le dialogue entre les parties n'étant plus directement à l'œuvre, on pourrait imaginer que l'exercice de l'interprétation n'ait plus lieu d'être. Nous verrons au contraire dans la partie suivante que les besoins en interprétation générés par la guerre sont réels à chaque étape du conflit : de son émergence à sa résolution et même jusque dans l'après-conflit (Ruiz Rosendo & Barea Munoz, 2017). De son côté, Rousseau souligne dans le *Contrat Social* que les Etats, et non les individus, sont les véritables acteurs de la guerre.

La guerre n'est (...) point une relation d'homme à homme, mais une relation d'État à État, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme soldats. (Rousseau, 1762)

Dès lors, si les véritables ennemis sont les Etats, on peut se demander comment la position d'ennemi accidentel incarnée par l'individu interprète agissant dans un théâtre d'opération se traduit dans sa posture professionnelle. La recherche a montré que l'identité et le positionnement des interprètes sollicité·e·s en situation de conflit déterminait les émotions ressenties par ces dernier·e·s au travail. Il a été prouvé que ces émotions jouaient un rôle déterminant dans la façon dont les interprètes réalisent leur tâche en situation de conflit (Ruiz Rosendo, 2020).

La plupart des conflits ouverts au XXI^e siècle sont des guerres dites asymétriques. Il s'agit de guerres qui opposent un Etat à un groupe d'insurgés. Les grands conflits actuels sont souvent la conséquence de conflits internes tels que les guerres civiles qui ont secoué la Libye de 2011 à 2020, ou de conflits opposant des groupes terroristes aux Etats, comme lors des attentats imputés aux groupes islamistes Daech et Al Qaida, perpétrés en Europe dans la deuxième moitié des années 2010. Ici, il n'est plus question seulement d'oppositions d'Etats contre Etats mais bien de révoltes populaires ou partisanses contre les Etats, puis d'internationalisation des conflits. Ces configurations ont souvent engendré des collaborations militaires entre les armées de pays alliés, comme les interventions de l'OTAN par exemple. Dans ce cadre, des politiques linguistiques sont mises en place afin de faciliter la communication au sein des coalitions mais aussi entre les armées et les populations locales (Jones & Askew, 2014).

A l'heure actuelle, de nombreuses formes de conflit sont à l'œuvre dans le monde. Au sens large, on qualifie de conflit toute « lutte armée entre États, considérée comme un phénomène historique et social (s'oppose à paix) » (Dictionnaire Robert). C'est lorsque le conflit s'envenime, causant des morts et des blessés à l'échelle d'un ou de plusieurs États que l'on parle de guerre ou de conflit armé. En géopolitique, le terme de conflictualité(s) désigne pour sa part l'état intermédiaire entre la paix parfaite et la guerre totale (Pelopidas, B., & Ramel, F. 2018) et permet de mieux comprendre les conflits du XXI^e siècle. En effet, les conflits inter-étatiques - qui opposent un État ou plusieurs à un ou plusieurs autres - ne sont plus majoritaires. Ce sont les conflits intra-étatiques - ou guerres civiles - régionalisés ou internationalisés, qui sont les plus courants (Vidal, 2006). On note parmi les derniers en date le conflit syrien, les guerres civiles libyennes ou encore le conflit en Irak. Ces guerres sont plus complexes que les guerres traditionnelles qui opposaient plusieurs États, dans le sens où elles entraînent une complexification des objectifs, une multiplicité des acteurs et un décuplement de leurs moyens. En cela, les conflits asymétriques du XXI^e siècle apportent leur lot de besoins en interprétation qui se distinguent des pratiques antérieures. En effet, on peut se demander, dans un contexte de guerre insurrectionnelle où un État s'oppose à un groupe armé, quels besoins en interprétation sont soulevés : il s'agit de situations où les attaques sont ponctuelles, imprévisibles et bien souvent menées à l'encontre des populations civiles.

Si les définitions du XVIII^e siècle ne reflètent plus tout à fait la réalité des conflits actuels, une notion de Carl von Clausewitz met les mots justes sur la complexité des enjeux de communication en temps de guerre, et cela peut être mieux encore aujourd'hui qu'à l'époque où son traité *De la guerre* a été rédigé. Par l'expression « brouillard de la guerre » (von Clausewitz, 1832), l'auteur considère que toute action militaire requérant une certaine discrétion et stratégie, est par essence maintenue dans un minimum d'incertitude. Ce « brouillard » se fait certainement plus opaque encore dans le cadre de conflits asymétriques et insurrectionnels, où les forces militaires sont formées de plusieurs armées aux langues différentes, où les enjeux diffus et multiples intensifient la complexité du conflit et où l'ennemi, aux actions difficilement prévisibles, n'est pas clairement reconnaissable. Aussi les interventions d'un contingent étranger au sein de guerres insurrectionnelles génèrent-elles peut être un plus grand besoin en

médiation culturelle : des interprètes locaux·ales, familiarisé·e·s avec les problématiques en jeu et les acteur·rice·s sur le terrain sont donc nécessaires au bon déroulement des opérations.

2.1.2. Les temps de la guerre

Dans la littérature qui s'intéresse au sujet des structures des conflits, il est souvent question de cycles et de phases. Chaque étape de ces modèles comporte des besoins en communication différents et nous verrons comment le conflit appelle plusieurs types de dialogue entre les parties et donc de services linguistiques adaptés, au fur et à mesure de son développement. Les spécialistes s'accordent à dire que le conflit peut se diviser en trois grandes parties : la période précédant la violence, la période de violence et la période succédant aux violences. Les théoricien·ne·s du conflit ont des visions légèrement différentes en fonction de leur objet d'étude : s'il s'agit du conflit armé en lui-même, alors les étapes pré-conflit et de violence à proprement parler seront plus nombreuses, plus développées que les étapes post-conflit. Par exemple, Louis Kriesberg (2021) a décrit le cycle du conflit en 6 étapes : les bases, l'émergence, l'escalade (ou intensification), la désescalade, la résolution et les résultats. A l'inverse, les chercheur·e·s dans le domaine des droits de l'homme s'intéressent davantage aux phases succédant aux cessez-le-feu, celles du retour progressif à la paix et à la diplomatie. Michelle Parlevliet (2010) par exemple, a développé plus avant les phases qui succèdent le conflit armé, avec une attention particulière portée au concept de transformation du conflit qui inclut les différentes étapes allant des violences vers une paix durable, ce qui consiste à placer les droits de l'homme au coeur du processus de maintien de la paix. De même, Julie A. Mertus et Jeffrey W. Helsing (2006) placent dans la phase 'post-conflit' ou 'post-crise' les enjeux d'accords de paix, de reconstruction des infrastructures, d'accompagnement des populations déplacées et des réfugiés ou encore des commissions de vérité.

Ici encore, la nouvelle nature des conflits intraétatiques internationalisés met en difficulté les théories s'efforçant de normaliser la structure des conflits. On peut se demander par exemple à quelle phase du conflit appartient la lutte contre le terrorisme, qui se décline sous de nombreuses activités : intelligence sur le territoire affecté par les attentats, opérations de renseignement sur le territoire d'entraînement des suspects terroristes, contrôles aux frontières, ef-

forts de prévention de radicalisation, entre autres. De même, les efforts de désarmement dont on peut estimer que le projet global a débuté avec la création de la Société des Nations en 1919, dans une tentative de protéger l'Europe d'une nouvelle guerre mondiale, n'ont jamais pu prendre fin. En effet, la Deuxième guerre mondiale a prouvé les limites du projet de la Société des Nations puis la Guerre Froide a été à l'origine d'une nouvelle nécessité de réguler les armes, avec la création de l'Organisation des Nations Unies dès 1945 et notamment son institution spécialisée dans le contrôle de la prolifération des armements nucléaires, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique fondée en 1957. Onze ans plus tard, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est signé par les Etats Unis, la France, la Chine, le Royaume Uni et la Russie. Depuis, armes chimiques, nucléaires et armes létales autonomes continuent de faire l'objet de discussions régulières autour de leur régulation et limitation. Il semblerait donc que certains aspects de la guerre échappent à toute normalisation. Et pour cause, certains chercheurs considèrent que le caractère cyclique du conflit met en évidence le fait qu'il existe toujours un risque de recrudescence et de nouvel enlèvement dans une crise future. Ici, la notion de piège du conflit expliquée par Gary Milante, Hannes Mueller et Robert Muggah (2020) rend la problématique très claire : il s'agit d'un cercle vicieux où les conditions politiques et économiques d'un pays donné peuvent mener à une recrudescence des violences. D'après les estimations de risques de conflits pour la décennie 2020-2030 des trois auteurs, les pays en phase de rétablissement post-conflit ont 10,2% de chances de basculer à nouveau dans un état de guerre chaque année.

Specifically, a country that is in a state of war has a very high likelihood of staying in this condition in the next year (72.6%) and just a 27.4% chance of transitioning to recovery. Once in recovery, a country has a 10.2% chance of relapse every year, suggesting only a 58% chance $(1-10.2\%)^5$ that a country will not relapse over five years. (Milante, Mueller, Muggah, 2020)

Cette permanence des conflits n'est pas sans conséquences sur les services linguistiques fournis auprès des armées. En effet, les mécanismes de la communauté internationale veillant au respect des droits de l'homme dans les régions en situation de conflit se manifestent par la mobilisation de personnel venant de plusieurs contingents différents, ce qui représente des besoins linguistiques conséquents posés, par exemple, par la liaison multilingue. Jones et As-

kew (2014), linguistes pour l'OTAN à la tête du service linguistique du Grand Quartier Général des Puissances Alliées en Europe (SHAPE) entre 1989 et 2011 (pour Jones) et à Sarajevo de 2000 à 2004 (pour Askew), ont cherché à normaliser les politiques linguistiques à l'usage du personnel militaire et civil de l'OTAN à l'œuvre dans plusieurs pays en situation d'après conflit comme la Bosnie Herzégovine, la Croatie ou encore le Kosovo. Ils ont examiné de près les problèmes linguistiques posés par la collaboration de contingents aux langues différentes dans des territoires où la paix est encore fragile (Jones & Askew 2014). Les accords de paix de Dayton, négociés en 1995 avaient pour objectif de consolider le cessez-le-feu en place dans la région après plusieurs années d'affrontements inter-ethniques violents. Ces accords entérinaient également une division de l'ancien territoire yougoslave entre d'une part la fédération de Bosnie-Herzégovine et d'autre part, la république Serbe. Le but des accords de Dayton était de séparer les parties belligérantes avec l'aide de la force opérationnelle de l'OTAN - nommée IFOR - chargée du maintien de la paix dans la région. Ce déploiement a été lui-même partagé en trois « divisions multinationales » formées par le Royaume Uni au Sud-Ouest, la France au Sud-Est et les Etats Unis au Nord-Ouest (ibid.). Dans cette configuration, les services linguistiques - assurément nécessaires afin de permettre une communication fluide entre les forces étrangères - étaient fragmentés : chacun dépendait de son contingent. Aussi, les conditions de recrutement des traducteur·ice·s et interprètes n'étaient pas harmonisées : le contingent américain faisait par exemple appel à une entreprise privée (ibid.). On peut facilement imaginer comment cette situation peut amener à une asymétrie dans la qualité des services linguistiques fournis.

2.2. Le langage dans le conflit : cycles, offre et demande

Le langage est une « arme stratégique » (Baigorri Jalón, 2003) et comme toute arme, l'accès au langage s'achète. On peut donc appliquer au monde de la traduction et de l'interprétation en règle générale mais aussi en temps de guerre, la théorie économique de l'offre et de la demande. En effet, lors des premières interventions militaires d'un Etat ou d'un groupe d'Etats alliés sur un territoire étranger, une forte demande en linguistes spécialisé·e·s dans les langues locales se fera sentir. A l'inverse, au sortir d'un conflit, les langues parlées sur le territoire concerné ne seront plus nécessaires aux Etats qui rappellent leurs troupes, une fois les efforts

éventuels de maintien de la paix conclus. Ainsi, c'est en fonction de leur combinaison linguistique que les interprètes seront recherchés.

Comme nous l'avons vu, tout conflit comporte des étapes distinctes d'un cycle allant de la paix à l'éclatement des tensions puis vers un équilibre de paix retrouvé. Ces étapes sont autant de situations aux besoins linguistiques différents. Ruiz Rosendo et Barea Muñoz (2017) ont étudié les conditions de travail des interprètes actifs dans des situations de conflit au Moyen Orient afin d'en établir une typologie. Il a été ainsi observé que les quatre profils d'interprètes déclinés dans leur étude (interprète permanent auprès d'une organisation internationale, interprète recruté localement, interprète militaire et enfin assistant linguistique des Nations Unies) n'ont pas tous été sollicités au même moment ni dans les mêmes phases des conflits. Ainsi, si les interprètes recrutés localement semblent être présents et opérationnels tout au long du cycle conflictuel, les interprètes militaires sont présents dans les théâtres d'opération de l'émergence du conflit à sa résolution, tandis que les assistants linguistiques sont davantage sollicités lors des phases de désescalade et de résolution. Enfin, les interprètes sous mandat auprès d'organisations internationales sont surtout actifs lors des phases de résolution du conflit et de post-conflit.

Baigorri Jalón (2011), pour sa part, considère également qu'en situation de conflit les interprètes sont nécessaires au cours de toutes les phases : lors du 'processus préparatoire' c'est-à-dire lors des étapes de base et d'émergence des tensions, les interprètes sont sollicités dans le cadre de rencontres diplomatiques et d'opérations d'intelligence. Pendant la phase dite de *combat*, où les opérations sur le terrain se multiplient, les interprètes peuvent être amenés à travailler dans le cadre de formations entre membres de contingents étrangers, de rencontres entre l'armée et les populations locales, lors de missions de propagande, pour communiquer avec les prisonniers de guerre ou encore pour évacuer des civils. Enfin, les interprètes sont aussi présents à la 'fin des hostilités' dans l'assistance des militaires lors du retrait des troupes et lors des pourparlers de paix. Bien sûr, la signature d'accords de paix requiert le service des interprètes et de traducteurs dans un cadre diplomatique.

On constate que l'interprétation est une nécessité tout au long de la guerre, de ses prémices à son aboutissement. Les interprètes sont sollicité·e·s auprès du personnel militaire afin d'assister la communication entre contingents alliés mais aussi entre l'armée et la population locale, comme l'ont établi Jones et Askew (2014) dans le cadre des opérations de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. Ces situations appellent des missions aux conditions de travail très différentes et cela n'est certainement pas sans lien avec la grande diversité des profils des interprètes mandaté·e·s en situation de conflit.

2.3. Interprétation en situation de conflit et hors du conflit : une profession, mille pratiques

L'activité d'interprétation se pratique dans plusieurs cadres et à travers plusieurs types de mandats. Dans le cadre de ce mémoire, une double distinction est faite entre les interprètes évoluant dans le domaine militaire (au service des armées) et ceux·celles qui évoluent dans le domaine civil (au service d'organisations humanitaires et internationales), puis entre les interprètes locaux·ales, nationaux·ales et appartenant aux contingents étrangers déployés sur les théâtres d'opération et en marge de ces derniers. Voyons d'abord ce qui distingue les interprètes évoluant dans les contextes de conflits armés de ceux·celles qui exercent leur métier en temps de paix.

2.3.1. Qui sont les interprètes qui travaillent en situation de conflit ?

Tout d'abord, il est important de faire remarquer qu'en situation de conflit, l'interprétation peut être pratiquée tant par des civil·e·s que par des militaires. Les interprètes au service de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo dans les années 90 ne sont pas militaires en ceci qu'ils·elles n'ont pas reçu de formation militaire, ils·elles sont donc des civil·e·s au service de la structure militaire qu'est l'OTAN (Jones & Askew, 2014). Parfois, dans une manifestation du brouillard de la guerre, la frontière entre civil·e·s et militaires peut se voir volontairement effacée comme dans le cadre de la force de protection des Nations Unies (FORPRONU) déployée dans le but de créer les conditions de la paix lors des guerres de Yougoslavie, et où les équipes d'interprètes civiles se sont vues temporairement équipées d'uniformes de l'armée britannique pour des raisons de sécurité :

Many components of the multinational force in BiH issued uniforms to their locally-employed interpreters, blurring the symbolic distinction between international soldier and local civilian. During the war, UNPROFOR troops operated close to or on front lines, exposing all members of liaison parties and patrols to sniper fire. British officers who managed interpreter teams (military supervisors') would need to arrange uniforms and protective equipment for new hires. Louise, an Army linguist who equipped an interpreter team in 1994, explained that "[t]hey needed military clothing, because they were targets if they didn't look like us"-adding immediately "they will never look like British Army people, but at least they've got half a chance. " (Baker, 2010)

D'autre part, en situation de conflit, l'interprétation peut être pratiquée, organisée ou supervisée par les membres de l'armée par l'action des linguistes militaires, comme lorsque Louise, linguiste militaire, était chargée de gérer l'équipe des interprètes civil-e-s employé-e-s par l'armée qui évoluaient dans les bases militaires britanniques dans le cadre de FORPRONU (Baker, 2010). L'histoire a prouvé lors des deux guerres mondiales que les circonstances pouvaient amener des linguistes civil-e-s à entrer dans l'armée lorsqu'un conflit éclatait : c'est ainsi par exemple que le général John Marshall Cornwall, étudiant polyglotte avant la guerre, s'est rendu très utile entre 1914 et 1918 pour interroger des prisonniers de guerre, traduire des documents et apporter ses connaissances linguistiques et culturelles au service de l'armée britannique (Laugesen & Gehrman, 2020).

Dans le cadre du renseignement - un aspect important de l'activité militaire - la ligne entre ce qui relève du civil et ce qui relève du militaire est plus ténue : le lieutenant-colonel Jean-Jacques Cambay expliquait en 2012 dans une interview pour le site du ministère français des armées que c'est surtout dans les règles d'accès à l'information qu'il faut chercher la distinction entre le renseignement civil et le renseignement militaire : les limites posées dans les domaines de l'intelligence économique dans le civil ne concernent pas l'Etat, qui peut recueillir des informations par le moyen d'écoutes téléphoniques par exemple. Au sujet du renseignement militaire, l'activité consiste surtout à rechercher des informations sur le terrain :

Il existe d'autres différences entre le renseignement militaire et le renseignement civil. Le renseignement militaire on est surtout dans la recherche. Dans le civil, c'est beaucoup plus

large, avec une partie veille, une partie sécurité de l'info, pour protéger le patrimoine informationnel, et aussi pour maintenir une part d'influence¹.

Ainsi, le renseignement qui relève de la recherche, est l'un des domaines militaires dans lesquels les linguistes sont sollicité·e·s. D'après le site du recrutement de l'armée française de l'air et de l'espace, cette dernière recrute par exemple des sous-officiers linguistes d'écoute chargé·e·s de « détecter, intercepter, enregistrer et traduire les communications d'intérêt air émises sur les ondes électromagnétiques ». Ces professionnel·le·s reçoivent une formation militaire d'une durée de quinze semaines puis une formation linguistique de deux ans auprès de Centre de Formation Interarmées au Renseignement, à Strasbourg.

Cette conception du renseignement nous aide à comprendre que l'interprétation en situation de conflit est un sujet dont les contours dépassent le milieu militaire. De plus, les linguistes au service de l'OTAN dans les régions touchées par le conflit, comme en Bosnie-Herzégovine dans les années 90, ne sont pas considéré·e·s non plus comme des militaires mais comme des civil·e·s œuvrant au service d'une structure militaire. Ce besoin en linguistes est dû d'une part au fait que les armées ne mettent à disposition des recrues que très peu de formations linguistiques, et d'autre part au fait que la profession d'interprète, comme celle de traducteur·ice, demande une formation longue de plusieurs années d'études difficilement compatibles avec une formation militaire. Les exigences relatives au niveau de langue appliquées à un·e interprète de conférence peuvent être très différentes de celles appliquées au personnel chargé, au gré des circonstances, de l'interprétation dans une situation de conflit : en effet, de nombreux récits d'interprètes ont prouvé qu'une idée reçue reste tenace au sein de l'armée : il suffirait de parler une langue étrangère pour savoir interpréter et traduire. Les « linguistes accidentels » sont légion (Baigorri Jalón, 2011).

Les exigences de formation des militaires ne laissent en outre que peu de place à l'apprentissage des langues, ce qui rend la maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères difficile d'accès pour les professionnel·e·s du corps d'armée. Dans le cas où un membre de l'armée aurait

¹ Propos de Jean-Jacques Cambay extraits de l'interview Dans le civil ou dans l'armée : nous sommes tous acteurs du renseignement, accessible au lien suivant : <https://www.defense.gouv.fr/actualites/operations/dans-le-civil-ou-dans-l-armee-nous-sommes-tous-acteurs-du-renseignement>

acquis au cours de sa carrière un niveau de langue requis pour exercer comme traducteur·ice ou comme interprète professionnel·le, rien ne garantit que la combinaison linguistique en question soit celle dont l'armée aura besoin au moment opportun. Ce concours de circonstances justifie la nature civile du rôle des interprètes et traducteur·rice·s de l'OTAN (Jones & Askew, 2014, p14). Certains pays mettent à profit des recrues issues de l'immigration et qui présentent un bilinguisme d'héritage : c'est notamment le cas de l'armée américaine qui intègre dans ses rangs des recrues étrangères dans le cadre de son programme Military Accessions Vital to National Interest (MAVNI) car elles peuvent présenter un intérêt linguistique stratégique. C'est aussi le cas de l'armée britannique qui a embauché le Caporal Daniel James - né Esmail Mohammed Gamasai à Téhéran - pour travailler au service du général Sir David Richards, commandant de la force nationale d'assistance et de sécurité opérant en Afghanistan au début des années 2000. Ses capacités d'expression en anglais et en farsi lui ont permis d'occuper le poste d'interprète attitré du général (Jones & Askew, 2014). Bien que Daniel James ait été condamné par la suite par la Haute Cour criminelle de la couronne britannique pour espionnage, ce recrutement est la preuve que le contingent britannique de l'OTAN déployé en Afghanistan a préféré recruter des interprètes parmi ses propres rangs plutôt que de se tourner vers des linguistes locaux·ales (Jones & Askew, 2014).

2.3.2. Les interprètes en dehors des situations de conflit, dans le milieu civil

Dans un contexte de paix et dans le cadre civil, l'interprétation de conférence s'exerce sur le marché privé (au profit d'entreprises) et sur le marché public (au service d'Etats ou d'organisations internationales, qu'elles soient gouvernementales ou non). L'interprétation communautaire consiste à accompagner des personnes dans leurs démarches de demande d'accès aux droits sociaux, notamment dans le cas de personnes déplacées ou de réfugiés. Il existe de plus l'interprétation juridique qui a lieu dans les tribunaux. Les interprètes juridiques sont des linguistes spécialistes du droit qui peuvent être amené·e·s à travailler dans le cadre de procès, d'audiences ou encore de médiations entre différentes parties concernées par un litige. Enfin, l'interprétation médicale qui peut parfois relever de l'interprétation communautaire a pour objectif de faciliter la communication entre professionnel·le·s de la santé des hôpitaux et cliniques et leurs patient·e·s allophones.

Pour qui les interprètes travaillent-ils-elles ? Un·e professionnel·le militaire est un·e agent·e formé·e par un corps d'armée et qui travaille au service d'une institution de défense d'un Etat. Un·e professionnel·le civil·e qui ne travaille pas en situation de conflit n'a pour sa part de lien avec l'Etat que dans son obligation à respecter la légalité édictée par ce dernier. Par conséquent, un·e interprète civil·e n'œuvre pas au service de l'Etat mais de son employeur·se. Notons que cela signifie que l'interprète civil·e peut être amené·e à travailler dans le cadre d'une confrontation aux représentants de son Etat, lors d'une consultation tripartite au sein de l'OIT ou encore lors d'une audience de la Cour internationale de justice. De plus, il est important de noter qu'un·e interprète civil·e peut être employé·e par l'Etat sans pour autant faire partie du personnel militaire, comme c'est le cas des interprètes au service de l'Elysée par exemple. Les interprètes de conférence permanent·e·s et temporaires du siège bruxellois de l'OTAN sont, elles et eux aussi, des professionnel·le·s civil·e·s.

2.3.3. Formation, conditions de travail, rapport hiérarchique, neutralité, style : les différences majeures entre l'interprétation en temps de paix et l'interprétation en temps de guerre

Plusieurs catégories peuvent être distinguées dans le monde de l'interprétation : parmi elles, on peut évoquer le domaine dans lequel le mandat est réalisé (civil ou militaire), la nature du mandat (interprétation de conférence ou autres) et encore la qualification de l'interprète (formé·e ou non au métier). Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons à ce qui rassemble les interprètes en situation de conflit et ce qui les distingue les un·e·s des autres afin d'obtenir une vision plus claire de ces différents profils.

Entre l'interprétation en temps de paix et l'interprétation en situation de conflit, de nombreuses différences se manifestent dans plusieurs catégories. Les conditions de travail sont peut-être l'aspect le plus évident de ces différences : par exemple, les interprètes de conférence, évoluant en milieu civil et le plus souvent loin des théâtres d'opération, peuvent adhérer s'ils-elles le souhaitent à l'AIIC et bénéficier de son soutien. L'AIIC a négocié des conventions collectives régissant un cadre de protection pour la pratique de la profession. Parmi les principes les plus importants, on note les exigences de confort matériel avec entre autres, une normalisation de la cabine d'interprétation isolée demandée aux employeur·se·s,

la rémunération à la journée ou encore l'obligation d'employer au moins deux interprètes par cabine. Tous·tes les interprètes de conférence ne sont pas des membres de l'AIIC – l'adhésion au syndicat s'obtient grâce au parrainage de trois interprètes expérimenté·e·s (AIIC, 2020) – et une grande partie d'entre eux·elles travaille en tant qu'indépendant·e·s. Dès lors, la stabilité de leur situation professionnelle peut varier. En situation de guerre, en revanche, le caractère imprévisible des événements et la mobilité nécessaire à la prestation du service linguistique entre population locale et militaires sont autant de raisons pour lesquelles les conditions de travail ne relèvent pas du même confort que dans le domaine civil en temps de paix.

Loin des situations de conflit, le niveau de formation est un facteur déterminant : si certaines organisations internationales ne comportent pas d'examen sélectif, il est par exemple impossible d'exercer en tant qu'interprète de conférence auprès de l'ONU ou de l'Union Européenne sans avoir obtenu un résultat satisfaisant lors du concours d'accréditation de l'organisation ou sans diplôme d'interprète de conférence. Par exemple, la page du site de l'ONU dédiée au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences précise que « Les candidats à un poste d'interprète doivent passer le concours de recrutement correspondant dans leur langue principale. (...) Les interprètes de l'ONU sont tous titulaires d'un diplôme de premier cycle délivré par une université ou un établissement de statut équivalent. Nombre d'entre eux possèdent en outre un diplôme d'une école d'interprétation accréditée. »

En situation de conflit, dans les théâtres d'opération, la réalité est toute autre : comme mentionné plus haut, la plupart du temps, l'interprétation est assurée par des acteur·rice·s non formé·e·s (Ruiz Rosendo, 2020). Par exemple, Anida Tabakovic Pappenkort, une interprète recrutée par IFOR à Zagreb à la fin des années 90, déclare ne pas avoir reçu de formation préalable.

I mean I had to start from scratch: I really had no formal or official training in interpretation at the university. There was some in translation but it was mainly English grammar and English literature. I was not given any training, and being without an experience the job was a good challenge for me at the beginning. I was thrown right into fire almost at the very beginning (...) I had to deal with accompanying the Commanding General to high-level meetings with the Croatian Government and devise the ways of doing that. (Jones & Askew, 2014)

Le rapport à la hiérarchie est un aspect fondamental de ce qui distingue les interprètes évoluant en situation de conflit des interprètes loin des théâtres d'opération. Les interprètes mandaté·e·s par l'armée, qu'ils ou elles soient considéré·e·s comme militaires ou civil·e·s, sont aux ordres de leur hiérarchie. Ils ou elles doivent respecter la chaîne de commandement. Toutefois une distinction doit être faite entre les interprètes militaires et les interprètes civil·e·s travaillant au service de l'armée. En effet, la déférence hiérarchique n'est pas aussi systématiquement marquée chez cette dernière catégorie qu'entre membres de l'armée - les interprètes n'ayant pas toujours reçu de formation militaire. Le rapport entre interprètes civil·e·s et soldats lorsque les troupes de l'OTAN étaient présentes en Bosnie Herzégovine était clairement hiérarchisé : les militaires offraient une protection physique aux interprètes tout en dispensant une surveillance de ces dernier·e·s (Baker C, 2010).

Pour sa part, l'interprétation au profit d'organisations internationales en temps de paix n'est pas dénuée de rapport hiérarchique : l'interprète est au service du ou de la chef·fe de cabine dont le ou la supérieur·e est le ou la chef·fe interprète de l'organisation. Dans le cadre d'une organisation internationale ou d'une entreprise, l'interprète mandaté·e travaille au service de son auditoire, de ses clients. Il ou elle travaille également pour l'orateur·ice, dans ce sens qu'il ou elle permet au discours d'être intelligible pour le plus grand nombre. La profession exige également de l'interprète qu'il ou elle pratique l'activité dans le respect d'un ensemble de règles déontologiques, telles que l'obligation de transmettre le message au plus près possible de l'original afin de ne pas trahir ce dernier, ou encore l'exigence de ne pas exercer l'activité en dehors de sa combinaison linguistique. A l'inverse, l'interprète embauché par une armée dans un contexte de conflit ne travaille qu'aux ordres d'un groupe : celui de l'armée.

Dans le domaine de l'interprétation de conférence en général, la neutralité est la pierre angulaire de la déontologie. Elle est, par exemple, la toute première des valeurs de l'AIIC. Il semble en être de même pour l'interprétation en situation de conflit, d'après le guide pratique à l'usage des interprètes en situation de conflit "Conflict Zones Field Guide for Civilian Translators/Interpreters and Users of Their Services" qui fournit des lignes directrices pour la pratique de l'interprétation dans ce contexte. D'après ce texte, les interprètes ont pour respon-

sabilité de d'assurer l'impartialité et le respect de la confidentialité des propos qu'ils transmettent.

According to this guide, interpreters have the right to protection, support, specific context briefing and reasonable working conditions. The interpreters are responsible for maintaining impartiality and confidentiality, as well as ensuring they provide an accurate rendition of the message. (Gómez Amich, 2013)

De même, Jones et Askew (2014) font remarquer que la fidélité aux propos de l'orateur est la première des qualités attendues des interprètes et traducteurs au sein de l'OTAN dans le cadre des opérations militaires.

(...) the qualities that need to be achieved when translating or interpreting in these contexts can be listed in the following descending order of importance:

- Accuracy;
- Completeness; Correct terminology;
- Consistency; Correct language;
- Clarity (and for interpretation, diction);
- Style.

Presentation (translation) or extra-linguistic expression (interpretation).

As can be seen from the above, the fundamental requirement is that the content is translated or interpreted accurately so that the listener or reader receives the same information as that conveyed by the original text or speech. Accuracy is the paramount consideration because a mistranslation could have a far-reaching impact on operations. (Jones & Askew 2014)

Toutefois, la posture de l'interprète comme professionnel·le devant une certaine loyauté envers sa hiérarchie peut le ou la mener à interpréter davantage que ce qui a été dit, ou à tronquer le propos de l'un·e des orateur·ice·s pour le bien du déroulement de la mission de son armée. C'est ce qu'un membre de l'armée américaine ayant servi en Afghanistan explique à Remi Hajjar, au sujet de l'importance de la relation de confiance entre officier et interprète.

They will interpret not only what's being said but they'll interpret the emotions behind it. I've worked with ones [linguists] that were extremely adept at identifying somebody was hiding

something, and in English they would say something very veiled [to me] while the guy [counterpart] was on the phone or getting coffee or tea for us. That would let me know this guy [counterpart] is hiding something, or this guy doesn't wanna admit or take responsibility. That would help me as an advisor to [not] push the issue. (Hajjar, 2016)

Ici, l'interprète, un homme afghan recruté sur place par l'officier lui-même, met à profit ses connaissances culturelles et sa compréhension de la communication non-verbale de ses contemporains afin d'informer l'officier d'éléments dont l'orateur n'a pas fait mention oralement. De plus, le conflit comporte des conséquences réelles dans la vie ou la survie des interprètes locaux qui ne partagent pas la nationalité du reste du contingent. Aussi, les émotions en jeu lors de l'interprétation ne sont assurément pas les mêmes chez un interprète local que chez un interprète étranger. Ces émotions, identifiées par Ruiz Rosendo (2020b) comme relevant notamment de la peur, de l'espoir et de la colère, peuvent mener l'interprète à modifier ou à modérer le propos de l'orateur afin d'en atténuer le message dans certains cas. C'est ce qu'explique un interprète local afghan recruté au service de l'armée espagnole :

At the beginning the Spanish military personnel deployed in Afghanistan tended to use a lot of swear words, which the Afghans considered to be extremely discourteous. Since the Afghans could understand these swear words (let's remember that the Spanish armed forces were in Afghanistan for fifteen years), their reaction was very negative. My mission here was to reduce the tension by saying, for example, that the swear word had been directed at me. Humour was a good strategy for dealing with this kind of situation. I did not want the Afghan officers to be angry with me. You never know who is listening to you. (Ruiz Rosendo, 2020)

La question de la neutralité dans le monde de l'interprétation est centrale et elle revêt une complexité toute particulière dans le cas des interprètes militaires, en ceci que ces derniers doivent une loyauté à leur armée (Snellman, 2016). Dans la culture militaire, c'est la loyauté qui joue un rôle majeur, l'armée n'attend donc pas de ses interprètes qu'ils-elles soient neutres mais plutôt qu'ils-elles soient loyaux-ales envers elle. A l'inverse, les interprètes dans le milieu civil ne sont tenus d'être loyaux-ales envers aucun client ni orateur. Dès lors, il apparaît que la confiance octroyée aux interprètes dépend directement de la perspective du sujet et de sa perception de l'impartialité de l'interprète :

It would therefore seem that, within the sphere of influence of a military culture, trust is founded upon loyalty, or ‘non-neutrality’, rather than on neutrality, which would be the norm in civilian interpreting settings. In contrast, neutrality constitutes a cornerstone of trust for interpreters in civilian environments. Perhaps a more fitting term for neutrality in a civilian context would be impartiality, that is to say, the ability to remain ‘non-loyal’ to any one party or client. Hence, trusting an interpreter appears to be fundamentally a matter of perspective, as it derives from each client’s subjective perception of the impartiality of the interpreter (Snellman, 2016).

Au-delà de la neutralité et des codes déontologiques, l’exigence de la qualité de l’expression est un autre aspect séparant l’interprétation en temps de paix de celle en temps de guerre. Si Baigorri Jalón (2011) estime que l’absence de règles claires est justement ce qui définit l’interprétation en situation de conflit. Jones et Askew (2014) vont plus loin en précisant qu’en matière du niveau de langue des interprètes, les attentes dans un contexte militaire sont davantage portées sur l’efficacité. Alors que l’interprète de conférence en temps de paix aura souvent à cœur de trouver la formulation la plus soignée possible, l’interprète ou le-la traducteur-riche au service de l’OTAN en temps de guerre optera pour une traduction au plus proche de l’original, faisant plus volontiers l’économie de l’élégance.

3. Méthodologie

A l’origine de ce mémoire se trouve une interrogation personnelle. C’est un désir de travailler sur la question de l’interprétation en temps de guerre qui a guidé les recherches initiales. Il a d’abord été question d’orienter ce mémoire autour de l’interprétation militaire. Au gré des lectures, il est apparu que l’interprétation militaire ne représentait qu’une partie de l’interprétation effectuée dans les théâtres d’opération et dès lors la recherche s’est élargie afin de clarifier notre vision de cette réalité. C’est pour cela que le choix du sujet s’est porté sur une typologie des interprètes dans ces contextes.

Tout d’abord, un travail de recherche de définitions a jeté les bases de la démarche : définir l’interprétation et la notion de conflit était nécessaire. Ensuite, un effort de limitation du domaine de recherche s’est mis en place : il a été question de choisir le champ concerné dans ce

mémoire - les théâtres d'opérations lors des conflits armés - mais aussi l'activité étudiée - l'interprétation et la médiation culturelle effectuée par divers acteurs. Car les activités linguistiques en situation de conflit vont au-delà de l'interprétation.

Une première lecture d'articles universitaires dédiés au sujet de l'interprétation dans les situations de conflit armé (notamment ceux de Hajjar, 2016 ; Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017 ; Ruiz Rosendo, 2020 ; Gómez Amich, 2013 ; Moser Mercer, 2015 ; Jones & Askew, 2014 ; Laugesen & Gehrmann, 2020 et Baigorri Jalón, 2011) a été effectuée afin d'obtenir une vision générale du sujet.

Dans un deuxième temps, c'est grâce à une analyse plus précise de ces mêmes textes, en consacrant notamment davantage de temps et de recherche complémentaire à certains passages, qu'une liste de catégories d'interprètes en situation de conflit a été créée. Cette liste a sensiblement évolué au fil de la progression des lectures et de la rédaction. Il a fallu poser des choix afin de caractériser au mieux les profils différents de ces interprètes tout en reconnaissant leurs attributs communs et parfois transversaux.

Dans un troisième temps, une recherche des différences a été effectuée entre les pratiques des interprètes issus des catégories définies. Ceci afin de saisir les implications de chaque profil d'interprète dans l'exercice de l'activité. Cette étape a donné lieu au développement, cinquième partie de ce mémoire, qui contient des exemples factuels et précis des pratiques des différents acteur·rice·s et une analyse du lien entre leur profil et leurs méthodes. Enfin, il est important de préciser qu'une confrontation constante des résultats de ces trois étapes a eu lieu afin d'obtenir une cohérence générale. Des ajouts ont été introduits au fur et à mesure de la rédaction et des lectures, au gré de la recherche.

Ce mémoire souligne à plusieurs reprises l'importance de prendre en considération tout ce qui caractérise l'interprète en tant qu'individu afin de déterminer son positionnement dans les échanges qu'il-elle sera tenu-e d'accompagner. Il en va de même au sujet de l'auteurice de ce mémoire - une femme blanche âgée de trente ans et étudiante en interprétation de conférence,

issue d'une famille française de classe moyenne de tradition catholique, qui se doit de veiller à garder un regard objectif et le plus extérieur possible dans ses lectures et ses analyses.

4. Résultats : typologie des interprètes en situation de conflit

Ce mémoire s'intéresse à l'activité d'interprétation dans le contexte particulier qu'est le conflit armé. Comme expliqué plus haut, l'interprétation dans ce contexte peut être assurée tant par des interprètes formé·e·s que par des personnes maîtrisant plusieurs langues qui n'ont pas reçu de formation en la matière. Ces dernières sont d'ailleurs majoritaires en situation de conflit (Ruiz Rosendo, 2020a ; Ruiz Rosendo, 2020b ; Jones & Askew, 2014 ; Laugesen & ann, 2020). Il n'existe donc pas à proprement parler de profession attitrée d'interprète de guerre : cette activité est exercée par des personnes aux profils parfois très différents selon les circonstances et les besoins rencontrés par les armées ou les institutions et organisations engagées dans un contexte donné. Cette hétérogénéité dans les profils a inspiré plusieurs projets de recherche. Certaines typologies sont concentrées sur une région géographique, comme par exemple les conflits au Moyen Orient (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017), d'autres articles et ouvrages se sont attachés à étudier un ou deux types d'interprètes en situation de conflit en particulier, comme les linguistes militaires (Hajjar, 2016; Ruiz Rosendo, 2020b; Moser Mercer, 2015; Laugesen & Gehrmann, 2020 ; Snellman, 2016), les interprètes locaux·ales (Gómez Amich, 2013, Baker, 2010; Ruiz Rosendo, 2020a; Moser Mercer, 2015; Jones & Askew, 2014), les interprètes locaux·ales et les nationaux·ales (Ruiz Rosendo, 2020b ; Ruiz Rosendo, 2019), les interprètes au service d'institutions déployées dans les régions touchées par des conflits (Ruiz Rosendo, 2020a), ou encore les interprètes humanitaires (Moser Mercer, 2015 ; Delgado Luchner & Kherbiche, 2018 ; Todorova, 2017) et les assistants linguistiques des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (Alves de Sousa, 2015). Ce mémoire se veut une analyse transversale de ces différents travaux de recherche qui réunira tous ces profils distincts dans une même typologie.

Afin de définir dans le détail ces différents types d'interprètes, il est nécessaire de prendre en considération plusieurs facteurs fondamentaux : la formation ou l'absence de cette dernière, l'employeur de l'interprète (institution ou armée auprès de laquelle l'interprète fournit ses

services) et enfin le rapport qu'entretient l'interprète avec les différentes parties du conflit. C'est par ces trois facteurs principaux que Ruiz Rosendo (2020a) circonscrit le positionnement de l'interprète en situation de conflit. Dans la présente typologie, chaque profil sera représenté à l'aide de ces facteurs, auxquels nous nous efforcerons d'ajouter le plus de critères déterminants possibles, tels que les questions de motivations qui peuvent pousser l'agent-e vers l'interprétation ou encore de perceptions extérieures, afin de donner à voir une typologie la plus complète possible.

Cette typologie s'organise autour de deux axes principaux : d'une part, les interprètes évoluant dans le domaine militaire, c'est-à-dire au service des armées, et d'autre part, les interprètes évoluant dans le domaine non-militaire, c'est-à-dire aux côtés d'organisations internationales ou d'ONGs. Dans le premier axe, on trouve les linguistes militaires, qui sont des membres des armées, et les linguistes non-militaires qui peuvent être nationaux (c'est-à-dire le plus souvent des ressortissant·e·s d'un pays étranger émigré·e·s dans un des pays de l'OTAN et mis à profit lors d'interventions militaires dans leur pays d'origine ou dans un pays voisin de même langue) ou bien locaux (il s'agit donc de citoyens des pays des théâtres d'opération). Dans le deuxième axe, on trouve les interprètes humanitaires qui œuvrent au service des organisations non-gouvernementales et des organisations internationales telles que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Comité International de la Croix Rouge (CICR), ainsi que les interprètes de conférence en déplacement dans les théâtres d'opération au service de l'ONU et les assistants linguistes des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

4.1. Interprètes évoluant dans le domaine militaire, employé·e·s par l'armée

4.1.1. Linguistes militaires

Employeur et formation

Le·a linguiste des forces armées fait partie de l'armée. Il·elle est un·e agent·e militaire, employé·e par l'armée et ayant reçu une formation linguistique au sein de l'armée. Cette catégorie ne concerne pas que les interprètes : les linguistes de l'armée peuvent remplir des rôles divers en fonction des contingents et des missions qui leurs sont attribuées. Les armées ont

recours à des linguistes militaires pour leurs services d'intelligence par exemple : c'est le cas des linguistes d'écoute de l'armée française qui sont chargé·e·s de « détecter, d'intercepter, d'enregistrer et de traduire les communications d'intérêt air émises sur les ondes électromagnétiques » d'après le site de recrutement de l'armée de l'air et de l'espace française (2021).

Dans l'armée française, les officiers linguistes peuvent être chargé·e·s d'enseigner les langues étrangères ou encore d'organiser et d'évaluer des examens linguistiques. Ils et elles peuvent être amené·e·s à « diriger du personnel militaire et/ou civil » et à travailler à l'étranger lors d'« opérations extérieures » d'après le site de recrutement de l'armée de terre française.

Ces professionnel·le·s reçoivent une formation tant militaire que linguistique auprès du Centre de Formation Interarmées au Renseignement (CFIAR), situé à Strasbourg. Il s'agit d'une école qui « enseigne l'organisation et l'exploitation du renseignement, notamment sur les théâtres » (Ministère des armées dédié au CFIAR, n.d.)².

Les linguistes de l'armée française peuvent être amené·e·s à gérer des équipes de personnel militaire et/ou civil, cela rappelle la mission de Louise, linguiste militaire de l'armée britannique dont Baker décrit les liens avec les interprètes locaux·ales au sein de la force de protection des Nations Unies (UNPROFOR) déployée en Bosnie-Herzégovine en 1994 (Baker, 2010). Dans l'armée britannique, les linguistes opérant pour les services du renseignement reçoivent eux et elles aussi une formation militaire et linguistique. D'après le site de recrutement de l'armée britannique, les officiers linguistes sont spécialisé·e·s dans l'analyse des

² Il est intéressant de noter que dans l'armée française, le terme 'interprète' renvoie à l'interprétation d'images : une branche du renseignement qui consiste à analyser des images de type optique, infrarouge et radar et dont les officiers peuvent être affecté·e·s au sein d'unités des trois armées et d'états-majors, d'après le site du ministère des armées. La formation s'effectue au Centre de Formation et d'Interprétation Interarmées de l'imagerie (CF3I) située à Creil et où aucune compétence linguistique n'est requise ou enseignée. L'interprète images de l'armée française ne doit pas être confondu·e avec les interprètes dont la mission est de fournir une traduction orale des propos tenus en langues étrangères.

échanges de communication ennemies avec l'aide d'équipement informatique et peuvent être déployés à l'étranger :

You'll specialise in intercepting and analysing communications, working with complex, state-of-the-art computers and equipment. You'll probably learn to speak a foreign language to a high level, with the option to specialise in an area like communications or cyber warfare. You don't need a technical background and you don't have to speak any foreign languages already to apply - you'll be paid to learn on the job. You'll normally be employed in the UK, in a range of locations and environments, with some overseas deployments.

L'armée américaine pour sa part, recrute et forme des interprètes pouvant travailler depuis les langues parlées dans les régions du monde où le contingent est présent et actif. Ces interprètes sont recruté·e·s sur le territoire du contingent et non dans les pays touchés par le conflit. D'après le site de recrutement de l'armée américaine, l'interprète est aussi un·e traducteur·rice, il ou elle peut être amené·e à traduire des documents écrits, à interpréter des échanges oraux mais aussi à aider les soldats à se familiariser avec la culture locale dans les théâtres d'opération :

The interpreter/translator 09L MOS is primarily responsible for conducting interpretation and preparing translations between English and a foreign language. They also assist Soldiers with familiarization training in foreign languages and cultural awareness. 09L Soldiers specialize in a number of languages. Some primary duties may include the following:

- Prepare nontechnical translations into the target language and perform sight translations from a target language into English
- Perform oral interpretation
- Assist military contracting officers with a local purchase or provide interpretation support at a military traffic control point
- Assist security personnel in screening the local population at military checkpoints
- Provide interpretation assistance for the Public Affairs Office during local media events and translation of local newspapers or pamphlet.

Qu'ils relèvent de l'armée française, britannique ou américaine, ces exemples concernent tous des militaires qui œuvrent au service de leur corps d'armée et donc de leur pays et qui bénéficient à ce titre du statut militaire, d'un uniforme et d'une protection conditionnée par ce statut.

Ces éléments distinguent les agent·e·s militaires des interprètes civil·e·s recruté·e·s par les armées de manière frappante (Baker, 2010). Dans certains contingents, les linguistes militaires peuvent avoir un rôle actif dans les confrontations comme l'annonce l'armée américaine sur son site dédié au recrutement :

Military linguists contribute to lethality. Some translate intercepted communications that can lead to taking out a weapons cache or striking a meeting of terrorist leaders. Others interrogate prisoners to obtain information that can protect friendly forces or bring down enemy combatants. Through their familiarity with the language and culture, linguists can monitor the general mood and attitudes in communities where U.S. forces are present. That contact can both contribute to good relationships and uncover valuable intelligence.

Les linguistes de l'armée américaine peuvent donc aider à faire aboutir des missions de collecte d'armes ennemies et même assister les officiers lors des interrogatoires de prisonniers. Le récit de la sergente Kayla Williams, linguiste pour l'armée américaine en Irak en 2003, en témoigne. Toutefois, son statut de femme a été plus volontiers mis à profit par l'armée américaine que son niveau d'arabe lors des interrogatoires de prisonniers irakiens conduits par ses collègues. Ces derniers, en intégrant au processus une interlocutrice blonde et arabophone appartenant à l'armée américaine, cherchaient à humilier les prisonniers. D'après Laugesen et Gehrmann (2020), ces procédés relèvent d'une utilisation des connaissances culturelles retournées contre les prisonniers. Ces interrogatoires ont fini par enfreindre les principes des conventions de Genève, ce qui a poussé Williams à mettre un terme à sa participation.

Rapport au conflit

Les linguistes militaires sont des agent·e·s qui appartiennent au personnel militaire, employé·e·s par leur armée. Qu'en est-il de leur rapport avec les différentes parties en cause dans le conflit ?

En tant que membres de l'armée déployée dans les théâtres d'opération à l'étranger, les linguistes militaires décrits par Laugesen et Gehrmann (2020) ne sont la plupart du temps pas originaires des pays affaiblis par les conflits dans lesquels ils opèrent, à la différence des interprètes locaux·ales employé·e·s par les armées, par exemple. Leurs compétences linguis-

tiques très souvent apprises dans le cadre de leur formation militaire sont le dénominateur commun qui les lie aux populations locales. En cela, ces agent·e·s se trouvent dans une position particulière que l'on pourrait imaginer à mi-chemin entre le soldat et l'interprète local·e : ils et elles comprennent leurs interlocuteurs de langue étrangère tout en devant suivre les ordres de l'armée. Même si dans ces interventions, les efforts militaires se concentrent autour de la doctrine visant à gagner la confiance des populations locales (Ruiz Rosendo, 2019), la communication interculturelle peut relever d'un défi pour cette catégorie de linguistes. En effet, certains d'entre eux ont appris la langue comme la culture locale, ils ne les ont pas acquises au cours de leur enfance ou de leur jeunesse : les incompréhensions linguistiques et culturelles sont donc un risque bien présent pour ces individus (Laugesen & Gehrman, 2020).

Toutefois, il apparaît qu'une certaine proportion des linguistes et interprètes militaires en général sont des citoyen·ne·s du pays du contingent issus de l'immigration. A ce titre, ils et elles peuvent donc avoir un lien personnel, culturel et linguistique avec le pays touché par la guerre. Snellman (2016) fait mention de ces interprètes dans son étude centrée sur la notion de la neutralité des interprètes militaires de l'armée finlandaise et précise que ceux·celles qui ont répondu à ses questions se sentaient résolument finlandais·e·s, quelles que soient leurs origines ethniques et que de plus, leur appartenance à la culture finlandaise se faisait plus évidente lorsqu'ils·elles étaient déployé·e·s dans une région proche de leur pays d'origine :

It is also important to note that when the military interpreters with an immigrant background served in a region closer to their native culture, they became more aware of how well they had assimilated into Finnish culture. While many interviewees indicated “loyalty” or “trustworthiness” as one of the most important qualities of a military interpreter, two interviewees described trustworthiness as a quality of “Finnishness” above all, so that the more Finnish one is, the more trustworthy one is (Snellman, 2014, p. 57).

Chez les linguistes militaires, les incompréhensions peuvent surgir vis-à-vis de collègues militaires, comme l'illustre l'anecdote de la sergente Kayla Williams, qui s'est vue contrainte d'interpréter les propos d'un moine irakien qui s'exprimait pourtant en anglais, pour un officier qui refusait d'entendre que son interlocuteur s'exprimait dans la même langue que lui

(Laugesen & Gehrmann, 2020). Ici, on remarque que l'obligation hiérarchique peut rendre la tâche des linguistes militaires compliquée car ces dernier·e·s, qui sont à même de mieux comprendre une situation donnée que les autres membres de l'armée, se doivent pourtant d'obéir à des demandes qui peuvent parfois manquer de sens. Toutefois, ces linguistes faisant partie intégrale de la famille militaire, ils et elles bénéficient d'un niveau de confiance supérieur à celui que les militaires réservent aux interprètes locaux·ales qui eux·elles, partagent le plus souvent la nationalité de l'ennemi (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017). Leur participation active aux opérations de l'armée et leur usage de l'uniforme et parfois même des armes, valent aux linguistes militaires d'être considéré·e·s par certains chercheur·e·s comme des acteur·ice·s externes du monde de l'interprétation. Ces chercheur·e·s estiment que les membres de cette catégorie ne peuvent assurer ni neutralité ni impartialité dans l'exercice de leurs fonctions, tout dépendant·e·s qu'ils et elles sont des ordres de leurs supérieurs (Moser Mercer, 2015). Snellman (2016) va plus loin en soulignant que l'identité militaire prime sur celle de l'interprète, d'après leurs propres dires.

As one interviewee stated, “[...] the moment you put on a uniform you're no longer neutral” (Interview). Therefore, wearing a Finnish military uniform with national emblems affirmed the military's trust and, in a wider sense, the Finnish nation's trust in the military interpreters (Snellman, 2016).

Snellman propose d'aborder la notion de neutralité différemment chez les interprètes militaires en comparaison avec les interprètes civil·e·s : les interprètes militaires ne peuvent pas être perçu·e·s comme neutres ni par leurs frères d'armes, ni par les tiers, puisqu'il est attendu d'eux·elles qu'ils·elles soient surtout loyaux·ales envers l'armée. La notion de neutralité, au sens que l'on entend dans la communauté de l'interprétation civile, ne peut pas s'appliquer au cas des interprètes militaires.

Military interpreters may not always be considered to be neutral in the sense that is expected of their civilian counterparts. Typically, military interpreters are regarded by all parties in a conflict as belonging to, being loyal to and serving one party only – that is, the military organisation in which they serve (Snellman, 2016).

On note que les linguistes militaires peuvent être amené·e·s à interpréter dans plusieurs situations. Toutefois, il est rare que l'interprétation soit intégrée à leur formation linguistique et militaire. C'est le cas des deux linguistes militaires britanniques que Jones (Jones & Askew, 2014) a eu l'occasion de rencontrer en Afghanistan en 2006, déployés auprès de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (ISAF) de l'OTAN. Il s'agissait d'un lieutenant d'aviation et d'une caporale qui avaient reçu au Royaume Uni un enseignement linguistique de dari d'une durée de 18 mois, ce qui d'après les linguistes eux-mêmes, était insuffisant pour remplir leurs fonctions de manière satisfaisante. Leur formation consistait à les préparer à des missions de perquisition, de surveillance de postes de contrôle ou encore de coopération avec l'armée afghane. Or, une fois sur le terrain, leurs missions ont consisté à accompagner des officiers généraux lors de réunions de haut vol avec leurs homologues afghans. Les deux linguistes militaires n'étaient ni formés ni préparés à ces situations où l'interprétation serait nécessaire, ni à mener à bien des missions dans une grande proximité avec des membres de l'armée bien plus haut gradés qu'eux et où l'écart hiérarchique était saillant (Jones & Askew, 2014).

L'armée australienne propose elle aussi une formation linguistique poussée pour ses officiers linguistes, à la Defence School of Languages de Melbourne (DFSL). Cette formation intensive d'une durée de 46 semaines a pour objectif de développer les compétences de base d'expression écrite et orale et de compréhension écrite et orale dans les langues nécessaires (notamment les langues asiatiques, de la région Pacifique, du Moyen Orient et de l'Europe), mais aussi des capacités de traduction et d'interprétation sommaires. Les cours et examens reposent sur des discours narratifs ou descriptifs de nature simple, sur des sujets concrets et dans un vocabulaire limité. Le rythme de parole est plus lent que la normale et les discours à interpréter sont des segments d'une vingtaine de mots (Laugesen & Gehrmann, 2020). Ceci porte à croire que les linguistes militaires formé·e·s dans ces conditions, bien que fort·e·s de bases linguistiques certaines, ne seront pas en mesure de saisir les nuances culturelles, le sens parfois caché dans l'expression non-verbale ni les propos complexes d'orateur·rice·s locaux·ales en situation réelle.

4.1.2. Interprètes civil·e·s

Cette catégorie concerne les interprètes qui ne sont pas militaires, c'est-à-dire qu'ils·elles ne sont pas considéré·e·s comme des soldat·e·s. Les interprètes civil·e·s ici représenté·e·s travaillent toutefois au service de l'armée qui les emploie. Malgré cela, ces interprètes ne font pas partie intégrante de l'armée : ils·elles évoluent dans le domaine militaire mais ont un statut civil. Nous distinguons les interprètes de cette catégorie civile dans un contexte militaire en deux groupes : les interprètes nationaux·ales et les interprètes locaux·ales.

4.1.2.1. Interprètes nationaux·ales

Employeur et formation

L'adjectif national renvoie ici au pays du contingent. Dans le cadre de ce mémoire, les interprètes nationaux·ales sont le plus souvent des ressortissant·e·s d'un pays étranger émigré·e·s dans un des pays de l'OTAN et mis à profit lors d'interventions militaires dans leur pays d'origine ou dans un pays voisin de même langue (comme les interprètes hispano-soviétiques de la révolution cubaine (Baigorri Jalón, 2010)) ou de langue voisine (comme les interprètes iraniens déployés en Afghanistan au service de l'armée espagnole (Ruiz Rosendo, 2020b)), ou encore comme les linguistes américain·e·s d'origine albanaise déployé·e·s au Kosovo auprès de l'OTAN (Jones & Askew 2014)). Ces interprètes ne sont pas membres de l'armée mais travaillent au service de celle-ci. A la différence des linguistes militaires, les interprètes nationaux·ales partagent une proximité culturelle et linguistique avec le pays en situation de conflit. Ces interprètes tiennent leurs connaissances culturelles et linguistiques de leur histoire familiale et non d'une formation scolaire ou universitaire. Toutefois, des décalages culturels et linguistiques peuvent surgir et devenir problématiques car les pays en situation de conflit dans lesquels ils·elles sont déployé·e·s ne sont pas systématiquement leur pays d'origine.

On parle ici par exemple de la participation d'interprètes recruté·e·s en Espagne dans le cadre de la contribution de l'armée espagnole aux efforts de l'OTAN en Afghanistan à partir de 2012 (Ruiz Rosendo, 2020b). Cette catégorie se distingue de celle des linguistes des forces armées en cela que les interprètes nationaux·ales sont des civil·e·s qui n'ont pas reçu de formation militaire. Dans le cas des interprètes nationaux·ales recruté·e·s par l'armée espagnole

qui ont accompagné les troupes en Afghanistan, il s'agit de ressortissant·e·s iranien·ne·s installé·e·s de longue date en Espagne. Leur expérience de l'immigration a doté ces acteurs·ices de connaissances culturelles et linguistiques jugées utiles par l'armée pour répondre aux besoins de communication rencontrés par le contingent en contact avec les membres de l'armée afghane : les interprètes nationaux·ales parlent l'espagnol, appris en Espagne et le farsi, langue parlée au sein de leurs familles. Toutefois, ces dernier·e·s n'ont pas reçu de formation en interprétation ni d'ordre militaire avant d'être déployé·e·s en Afghanistan. Comme les interprètes locaux·ales, ces interprètes nationaux·ales ont forgé leurs capacités d'interprétation sur le terrain puisqu'ils·elles étaient issu·e·s de domaines professionnels divers (Ruiz Rosendo, 2020b).

L'expérience des interprètes nationaux·ales recruté·e·s en Espagne par l'armée espagnole à l'occasion de cette opération en Afghanistan rappelle celle qu'ont vécue les jeunes espagnol·e·s émigré·e·s en Russie au début de la guerre civile devenu·e·s interprètes au service de l'armée soviétique lors de la révolution cubaine :

They became the Hispano-Soviet interpreters, as they were called, who helped Soviet advisers, engineers and armed forces in their missions to Fidel Castro's Cuba after the 1959 revolution. They had preserved their mastery of Spanish because they had been accompanied by Spanish tutors when they left Spain, and they had learned Russian from secondary school onwards. (Baigorri Jalón, 2010)

Tout comme les interprètes d'origine iranienne émigré·e·s en Espagne, les interprètes d'origine espagnole émigrés en Russie (Baigorri Jalón, 2010) ont appris leur deuxième langue au gré de leur expérience de l'immigration et eux aussi ont appris à interpréter une fois arrivé·e·s sur le terrain. En effet, il semble qu'au-delà de leur apprentissage linguistique par immersion en Russie, ces ressortissant·e·s espagnol·e·s n'aient jamais reçu de formation en interprétation ni d'ordre militaire. Tout comme les interprètes nationaux·ales au service de l'armée espagnole, ces interprètes au service de l'armée soviétique étaient des civil·e·s qui ont œuvré au service d'une armée. Dans ces deux cas, l'interprétation ne semble pas avoir été pour eux·elles une vocation : les interprètes en question n'auraient pas poursuivi d'études en la matière une fois la guerre terminée.

Most of those who played the role(s) of interpreters during conflicts or immediately after, were called to carry out their interpreting duties on the basis of their functional bilingualism and trained on-the-job, giving up their linguistic activity once the war and its aftermath were over (Baigorri Jalón, 2010).

L'intervention de l'OTAN au Kosovo a elle aussi été la source de recrutement d'interprètes nationaux·ales : des linguistes civil·e·s de nationalité américaine et d'origine yougoslave ou albanaise, recruté·e·s aux Etats Unis et envoyé·e·s en mission à Pristina dans le cadre de la Force pour le Kosovo (KFOR), la force armée multinationale de l'OTAN. Ces linguistes étaient mis·es à profit lors de missions psychologiques dont l'enjeu consistait à influencer les populations locales afin de leur faire voir d'un bon œil la présence et les actions de KFOR sur leur territoire. Ces missions passaient par des publications de revues, la production et l'affichage de posters mais aussi par la diffusion de programmes de radio ou de télévision. Or, ces linguistes nationaux·ales parlaient le tosk, une variante de l'albanais qui n'est pas couramment parlée dans la région concernée, où le gheg est dominant. Les programmes étaient alors diffusés dans un dialecte qui n'était pas familier aux oreilles des populations locales, ce que Jones a jugé contre-productif, puisque ces missions « revenaient à tenter de gagner la confiance des britanniques en s'exprimant dans un accent australien » (Jones & Askew, 2014). D'après Jones, au moment du recrutement des linguistes pour ces missions psychologiques, le choix se serait porté sur des individus de nationalité américaine afin d'assurer une certaine garantie de confiance, en opposition avec la méfiance ressentie à l'encontre des linguistes locaux·ales jugé·e·s susceptibles de déformer les messages de l'armée au profit de leurs propres intérêts (Jones & Askew, 2014).

Rapport au conflit

Les interprètes employé·e·s par le Centre National d'Intelligence espagnol (CNI) répondent aux ordres de l'armée espagnole, elle-même active dans le cadre de la mobilisation de l'OTAN. De par leur appartenance à la culture espagnole et en dépit de leur statut civil, les interprètes nationaux·ales semblent dans ce contexte demeurer très proches des membres de l'armée. D'après leurs récits respectifs, une confiance mutuelle semble s'être installée entre ces interprètes et les officiers qui voyaient en eux de meilleur·e·s orateurs·ices hispanophones

et par extension, de meilleur·e·s interprètes que leurs homologues afghan·e·s. Ceci semble être à l'origine d'un écart de salaires important en la faveur des interprètes nationaux·ales ainsi que d'affectations auprès de membres haut gradé·e·s de l'armée :

There were differences between the national and the local interpreters in terms of salary, linguistic knowledge, and the communicative situations in which they worked. The national interpreters received a significantly higher salary, officers considered their level of Spanish and their interpreting performance to be of a higher quality, and it was they who worked in high-level meetings. (Ruiz Rosendo, 2020b)

Il faut préciser que la perception des performances des interprètes change en fonction du point de vue qui l'exprime : les membres de l'armée préférant le niveau d'espagnol des interprètes nationaux·ales n'ont pas de formation en interprétation, ce qui rend leur appréciation très partiellement informée.

En effet, la perception des interprètes nationaux·ales par les interprètes locaux·ales est toute autre : les interprètes nationaux·ales sont considéré·e·s comme moins qualifié·e·s pour interpréter en raison de leur manque de connaissances en dari, la variété du farsi parlée en Afghanistan, et en pachto, la deuxième langue officielle du pays. C'est ce qu'explique un interprète afghan interrogé à ce sujet :

(...) these interpreters came from Iran, and there are differences between Farsi and Dari, and sometimes they could not translate because they did not understand the language. Also, their accent when speaking was different and they didn't speak Pashto. I think the local interpreters had a better understanding of the local languages, the conflict, the cultural elements. The Iranians did not live there, they were not acquainted with the culture or the situation in Afghanistan. The Iranians and the Afghans share some similarities, but there are also many differences. The local interpreters understood the local people, we were "inside" the local population. (Ruiz Rosendo, 2020b)

On note ici que non seulement les connaissances linguistiques sont jugées insuffisantes, mais le manque de connaissances culturelles et sociales joue également un rôle majeur dans la perception de cet interprète local. Nous verrons dans la partie dédiée aux interprètes locaux·ales

combien l'implication personnelle et historique dans le conflit peut avoir un impact fondamental sur les raisons pour lesquelles un·e acteur·rice se livre à l'exercice d'interprétation en situation de conflit. Ce témoignage nous donne l'occasion de voir, en filigrane, le relatif détachement dont font preuve interprètes nationaux·ales vis-à-vis du conflit. Ces dernier·e·s se livrent à l'interprétation pour des raisons purement économiques. En outre, les interprètes nationaux·ales ont déclaré leur sentiment de défendre davantage les intérêts de l'Espagne dans leurs actions par rapport à celles des interprètes locaux·ales. Ils·elles justifient cette déclaration par le fait que l'Afghanistan n'était pas leur pays natal ainsi que par leur expérience de vie en Espagne qui les aurait rapproché·e·s du pays et de sa culture. De plus, certain·e·s interprètes nationaux·ales se seraient livré·e·s à des jugements hâtifs à l'encontre de la culture afghane, ce qui laisse penser que la compréhension culturelle du pays en guerre par ces agent·e·s n'est pas sans accroc (Ruiz Rosendo, 2020b).

4.1.2.2. Interprètes locaux·ales

Employeur et formation

Les interprètes locaux·ales sont recruté·e·s localement, c'est à dire dans le pays en situation de conflit, parfois au sein même des théâtres d'opérations. Ils et elles sont recherché·e·s par les armées pour leurs compétences linguistiques - car ils et elles parlent la ou les langues locales ainsi que la ou les langues du contingent qui les recrute - et pour leurs connaissances culturelles et interpersonnelles. Toutefois ils et elles n'ont pas souvent reçu de formation en interprétation (Moser Mercer, 2015).

Dans l'écrasante majorité des cas, les interprètes locaux·ales n'ont pas reçu de formation en interprétation. Certain·e·s d'entre eux·elles ont été recruté·e·s pour leur formation linguistique universitaire et leur maîtrise de l'anglais par exemple, comme les interprètes locaux·ales de l'IFOR en Bosnie-Herzégovine (Jones & Askew 2014). Plusieurs publications livrent des récits similaires où les interprètes locaux·ales expliquent avoir dû apprendre sur le terrain les tenants et les aboutissants de l'interprétation. C'est ce que relate l'échange entre Jones & Askew et un interprète afghan qui décrit la différence entre la disponibilité des centres d'étude en la matière en Europe et l'absence de ces institutions dans son pays :

Unfortunately, we did not have (...) training and we learned from the experience. Because you know that in the European countries you have institutes and probably college or university for training the interpreters. In Afghanistan that kind of institution is missing, we do not have that kind of institution. Most of the interpreters who are locally employed and even I think some of the international civilian consultants those are also Afghans, they come just to Afghanistan and do by experience and learn during their job (Jones & Askew 2014).

Il en va de même pour les interprètes locaux·ales du Kosovo, où Jones constate qu'aucune formation ne leur a été offerte ni avant ni après leur recrutement, qui a consisté en un seul examen écrit :

Gazmend Havolli, another linguist, had a similar experience to Braha. His first job, which he was given the same day he applied, was with the British forces after KFOR had entered Kosovo. He was not tested until six months later and although he had worked mainly as an interpreter in the field in the intervening period, this was a written test. During my survey, it also became apparent that KFOR had not provided any training for the linguists. The linguists had been expected to learn as they went along (Jones & Askew 2014).

Cependant, une réorganisation des services linguistiques peut parfois avoir lieu : ce fut la mission de Jones lors de son arrivée en Bosnie-Herzégovine puis au Kosovo au service de l'OTAN. Elle a consisté en l'établissement d'un système de recrutement plus transparent et en une professionnalisation des linguistes recruté·e·s par l'organisation, ce qui a permis de leur reconnaître un certain savoir-faire, une légitimité. De plus, c'est au Kosovo qu'un nouveau responsable du service linguistique a été nommé (qui maîtrisait les deux langues locales, l'albanais et le serbe) et qu'une première formation en interprétation a été proposée aux interprètes locaux·ales. La formation, dispensée en 2006 à Pristina par un interprète indépendant, David Violet, a été particulièrement bien reçue par les interprètes locaux·ales, qui l'ont déclarée très bénéfique. L'interprétation consécutive, la prise de notes, le chuchotage et l'interprétation simultanée figuraient au programme, ce qui a apporté aux interprètes locaux·ales un large éventail de techniques à mettre à profit dans la suite de leurs carrières (Jones & Askew 2014). Toutefois, on remarque que cette formation est arrivée relativement tard, si l'on prend en compte le fait que l'IFOR été déployée en Bosnie-Herzégovine en 1995.

Rapport au conflit

Les interprètes locaux·ales ont un statut civil et travaillent au service des armées, ce qui rend la question de leur protection délicate et parfois complexe. La plupart des activités d'interprétation en situation de conflit sont effectuées par ces interprètes locaux·ales (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017). Comme nous l'avons vu, les autorités militaires n'accordent pas aux interprètes locaux·ales le même niveau de confiance qu'aux linguistes militaires ou qu'aux interprètes nationaux·ales. Cela est dû au fait que ces interprètes sont les plus concerné·e·s personnellement par le conflit. Les autorités militaires craignent parfois de les voir agir pour leur propre intérêt ou pour celui de leur pays (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017 ; Gómez Amich, 2013). Pourtant, le rôle sous-jacent de ces interprètes est souvent celui d'un vecteur de confiance entre les autorités militaires d'appui (telles que celles de l'OTAN par exemple) et l'armée locale (Ruiz Rosendo 2020b).

Le statut de ces interprètes, pris en tenaille entre la communauté internationale représentée par les forces militaires qui les recrutent et la population locale dont ils et elles sont issu·e·s, rend leur positionnement délicat. Ils et elles peuvent souffrir d'une double méfiance, à la fois de la part des autorités militaires qui voient en eux·elles des agent·e·s appartenant à la culture locale, et à la fois de la part de leurs concitoyen·ne·s qui ont pleine conscience de leur participation aux actions de l'armée étrangère (Moser Mercer, 2015).

De fait, les interprètes locaux·ales sont la catégorie qui court le plus de risques dans les contextes conflictuels : la méfiance de la population locale à leur égard peut se manifester de manière parfois violente et par l'intermédiaire de plusieurs acteurs. C'est ce que rapporte Pierre Miquelon (Jones & Askew, 2014), traducteur au siège de l'OTAN placé à la tête du service linguistique de l'ISAF en 2003 puis en 2004 :

In his interviews, Miquelon also talked at length about some of the risks that the linguists faced and which did not necessarily come from insurgents. One of his interpreters was at home when masked police burst into his house and ransomed the whole family. Miquelon heard about the incident the following morning when the linguist arrived late at work. He said that people working for NATO were identified sooner or later. According to Miquelon, both

the police and army were very corrupt. In this case, the policemen came from another police district so they could not be recognized. They took all the money they could from the family. There was nothing the family could do: just hope that the policemen would not rape the daughters or mother. Miquelon felt sympathy for the linguists, they were like his boys and they had had a hard life in a country that had been at war for more than 20 years (Jones & Askew 2014).

Les citoyen·ne·s afghan·e·s qui travaillent pour l'OTAN finissent donc par être identifié·e·s par la police locale qui, souvent corrompue, terrorise les membres du personnel ainsi que leurs familles. D'autre part, le danger constant encouru par les afghan·e·s ayant coopéré avec les forces internationales est tristement connu : les groupes terroristes visent sans distinction les représentants des pays occidentaux comme le personnel local qu'ils ont embauché (Caruso, 2021). L'annonce récente du retrait des troupes américaines en Afghanistan avant le 11 septembre 2021 par Joe Biden a réactivé le débat autour du devoir de protection des interprètes et autres collaborateur·ice·s par les pays engagés dans la guerre (AFP, 2021). L'organisation non-gouvernementale américaine No one left behind a recensé 300 cas d'interprètes afghan·e·s et de membres de leurs familles tué·e·s par les talibans à cause de leurs relations avec les Etats Unis (No one left behind, 2021).

Il est important de rappeler que le droit humanitaire international protège en principe les interprètes locaux·ales, car il doit assurer protection et assistance à tous ceux et celles qui sont touché·e·s par les hostilités (Moser Mercer, 2015). Bien sûr la réalité des faits est plus complexe, et certain·e·s linguistes militaires chargé·e·s de gérer les équipes d'interprètes locaux·ales ont parfois dû aller plus loin pour protéger ces dernier·e·s en les équipant d'uniformes de l'armée (Baker, 2010).

La première motivation des interprètes locaux·ales pour s'engager aux côtés des forces étrangères semble être d'ordre économique : le salaire mensuel des interprètes locaux·ales au service de l'OTAN en Afghanistan en 2010 excédait le salaire annuel d'un agent de police local. L'OTAN est de plus dans certaines régions du monde un symbole du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. En Afghanistan, certain·e·s voient l'OTAN comme une force internationale qui soutient la population civile et le gouvernement. Dès lors, en rejoignant

l'OTAN, les interprètes locaux·ales s'assurent non seulement une source de revenus pour soutenir leurs familles, mais aussi une chance d'apporter leur pierre à l'édifice de la construction de la paix et de la stabilité dans leur pays (Laugesen & Gehrman, 2020).

L'implication personnelle dans le conflit est un aspect indissociable des interprètes locaux·ales. Il est naturel que le désir d'apporter sa participation à l'activité militaire dans l'espoir de voir la situation de leur pays s'améliorer joue également un rôle dans l'orientation professionnelle de ces agent·e·s. En effet, la participation au conflit revêt une toute autre importance aux yeux d'un·e interprète local·e, en comparaison avec un·e interprète national·e ou un·e linguiste militaire, qui rentrent dans leurs pays respectifs une fois leur mission terminée. Certain·e·s de ces interprètes locaux·ales vivent « dans un monde marqué par la mort au quotidien » (Laugesen & Gehrman, 2020). La médiation culturelle, l'effort d'aider à la compréhension entre les acteurs·rices du conflit deviennent naturellement essentiels dès lors que l'interprète vit personnellement les conséquences des violences du conflit. C'est notamment dans l'étude des émotions ressenties par les interprètes en situation de conflit que l'on constate combien ce facteur est déterminant dans le choix des interprètes locaux·ales de se joindre aux forces armées internationales. D'après le travail de Ruiz Rosendo en la matière (2020b), l'espoir et la peur sont les deux émotions principales ressenties au travail par les interprètes locaux·ales en Afghanistan, ce qui les différencie des interprètes nationaux·ales qui eux·elles, n'ont pas de lien personnel avec le pays. Ces émotions ont des conséquences réelles sur leur travail. L'espoir d'un avenir meilleur tout d'abord, aide ces interprètes à prendre le risque de travailler aux côtés des militaires étrangers. La peur elle aussi joue un rôle : elle inspire aux interprètes locaux·ales une façon différente d'aborder l'interprétation. Par exemple, certain·e·s interprètes locaux·ales ont déclaré avoir parfois omis ou modifié certains propos des orateurs lors des échanges entre militaires espagnols et personnel afghan, de peur de froisser l'interlocuteur·ice :

At the beginning the Spanish military personnel deployed in Afghanistan tended to use a lot of swear words, which the Afghans considered to be extremely discourteous. Since the Afghans could understand these swear words (let's remember that the Spanish armed forces were in Afghanistan for fifteen years), their reaction was very negative. My mission here was to reduce the tension by saying, for example, that the swear word had been directed at me.

Humour was a good strategy for dealing with this kind of situation. I did not want the Afghan officers to be angry with me. You never know who is listening to you. (Ruiz Rosendo, 2020b)

Voilà un aspect très important des interprètes local·e·s qui les différencie des autres catégories d'interprètes en situation de conflit : Souvent domicilié·e·s hors de la base militaire, les interprètes locaux·ales vivent les conséquences directes de la présence et des actions des armées étrangères sur leur territoire. Cette réalité a un impact sur leurs conditions de travail, sur la façon dont ils·elles sont perçu·e·s par leurs pairs et par leurs concitoyen·ne·s, mais aussi sur la façon dont ils·elles abordent l'interprétation. Comme nous l'avons vu, ils·elles peuvent être amené·e·s à omettre ou à modifier certains propos. Ils·elles peuvent aussi parfois apporter leurs propres ajouts aux dialogues. Car la peur est aussi la raison pour laquelle certain·e·s interprètes locaux·ales fournissent des conseils aux militaires avant ou pendant l'interprétation, afin de les guider dans les échanges. Certains sujets peuvent être jugés tabous par un·e orateur·rice afghan par exemple (Ruiz Rosendo, 2020b). La médiation culturelle qu'offrent les interprètes locaux·ales permet aux militaires d'aborder les échanges de manière plus respectueuse et donc productive. Nous voyons ici combien le rôle de l'interprète en situation de conflit, et peut être particulièrement des interprètes locaux·ales, dépasse celui d'un·e interprète : ils·elles sont aussi conseiller·e·s et guides dans les échanges.

4.2. Interprètes évoluant dans le domaine civil

Cet axe rassemble les interprètes recruté·e·s par les organisations non-gouvernementales et par les organisations internationales. Ces dernier·e·s ne sont pas au service des armées, bien qu'ils·elles puissent être amené·e·s à échanger avec des militaires au cours de leurs missions.

4.2.1. Interprètes humanitaires au service du CICR, du HCR et d'organisations non-gouvernementales

Bien que les interprètes humanitaires n'évoluent pas tous·tes toujours au coeur des théâtres d'opération - ils·elles peuvent être aussi actif·ve·s dans des contextes de catastrophes naturelles par exemple - cette catégorie fait partie intégrante de notre typologie. En effet, ces interprètes peuvent être amené·e·s à travailler aussi dans des camps de réfugiés ou encore aux

frontières entre pays belligérants (Todorova, 2017), ce qui les place au coeur des conséquences de la guerre.

Employeur et formation

Les interprètes humanitaires peuvent être amené·e·s à travailler tant dans les zones de conflit que dans des contextes qui dépassent ces dernières, auprès de réfugiés et de personnes déplacées à cause d'un conflit par exemple (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018). Leurs profils peuvent être très différents d'une situation à l'autre mais il semblerait que dans la majorité des cas, ces interprètes n'aient pas reçu de formation en interprétation (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018 ; Todorova, 2017). Toutefois, lorsqu'ils·elles travaillent pour de grandes organisations humanitaires internationales telles que le CICR et le HCR, qui font figure d'institutions totales, on considère qu'ils·elles évoluent dans le cadre normatif d'un mandat clair. De plus, il est courant dans le contexte humanitaire, de par l'urgence avec laquelle surgissent les besoins linguistiques, de voir des acteurs·rices polyglottes de l'organisation, qui ne sont pas interprètes, jouer le rôle de l'interprète à titre exceptionnel, ce qui est désigné comme l'interprétation ad hoc (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018).

Les interprètes humanitaires ont des profils très différents : ils·elles peuvent être recruté·e·s parmi la population locale et faire eux·elles-mêmes l'objet de l'aide dispensée par l'organisation, comme c'est le cas au HCR, et ils·elles peuvent être des travailleur·euse·s humanitaires non originaires des pays touchés par les conflits, comme c'est le cas au CICR (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018). Ces différences ont une influence sur le positionnement de ces interprètes car certain·e·s sont concerné·e·s personnellement par le conflit à l'origine des difficultés qu'ils·elles peuvent traverser et les autres non. Pour être recruté·e comme interprète pour le CICR, il n'est pas nécessaire d'être titulaire d'un diplôme ni d'avoir suivi de formation en la matière. Lorsqu'un·e candidat·e est recruté·e, il·elle suit un cours obligatoire d'intégration au CICR qui comporte une introduction aux principes humanitaires et qui permet au·à la candidat·e de se sentir pleinement intégré·e à l'organisation. L'une des activités principales du CICR dans les régions en guerre ou en situation post-conflit relève des visites de prisons, dans l'objectif d'évaluer les conditions de vie des personnes détenues. Ce travail, méconnu du

grand public, peut être très sensible et certaines rencontres confidentielles : c'est pourquoi les interprètes sollicités sont exclusivement des expatriés, c'est-à-dire des citoyens d'autres pays que celui dans lequel se déroulent les visites (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018). L'exemple de Walter, interprète allemand ayant appris sa langue de travail (le thaï) dans le cadre de sa licence, nous donne à voir le portrait type de ces interprètes expatriés :

My name is Walter, I am 32 years old. I am originally from Germany, but moved to the UK after high school, in order to study at SOAS in London. I did a BA in English and Thai, followed by an MA in South East Asian Studies. After graduating, I spent a year in Thailand to improve my language skills. After returning to Germany, I saw a job advertisement from the ICRC for interpreters with English and Thai. I applied and was recruited to work in Bangkok (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018).

A titre de comparaison, l'exemple de Rosine, interprète rwandaise pour le HCR, nous donne à voir un portrait-type des interprètes de l'organisation, souvent eux·elles-mêmes réfugié·e·s :

My name is Rosine, I am 21 years old. I fled from Eastern Congo with my cousins in 1999. My parents and my uncle died in the aftermath of the genocide in Rwanda, so my aunt took me and her children and fled to Uganda and then to Kenya. I was only four years old at the time. My first memories are from Kakuma refugee camp in Kenya, where I started school. When I was eight years old we were allowed to move to Nairobi, where I finished primary school and then high school. University was too expensive for me, even though my aunt and my cousins have been running a small shop in Nairobi as a source of income. I have been interpreting at the UNHCR office in Nairobi for three years. They call me when there is a need to interpret between English and Kinyarwanda, Lingala or French. They appreciate me because my English is very good and other interpreters struggle with English (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018).

Les conditions de travail de ces interprètes sont propres à chaque situation et c'est l'organisation non gouvernementale qui les emploie qui détermine leur statut et leur rôle au sein du mandat de cette dernière. Les interprètes au service du Comité International de la Croix Rouge (CICR) par exemple, ont droit à un contrat de travail classique. Ceux et celles qui sont employé·e·s par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) reçoivent en général des contrats à portée d'insertion professionnelle. Il s'agit le plus souvent de réfu-

gié·e·s employé·e·s par l'organisation pour travailler au sein des camps de réfugiés dans lesquels ils·elles sont eux·elles-mêmes logé·e·s (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018 ; Moser Mercer, 2015). Ces dernier·e·s sont considéré·e·s comme des travailleurs·ses non diplômé·e·s, semi-qualifié·e·s et chargé·e·s de responsabilités d'ordre technique (Moser Mercer, 2015). Delgado Luchner et Kherbiche font remarquer que ces contrats sont précaires, en cela qu'ils ne donnent droit qu'à des salaires limités ou des dédommagements en nature. Cette dynamique renforce le déséquilibre dans la relation de pouvoir entre les personnes réfugiées et l'organisation, ce qui peut aussi avoir une influence sur le positionnement des interprètes.

Incentive work (IW) is controversial and precarious. In countries where refugees have limited opportunities on the local labour market, IW becomes their only opportunity of legally earning an income. This lack of alternatives places refugees in a position of dependency towards their employer, further increasing the substantial power imbalance between a humanitarian organization and its beneficiaries (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018).

Le module d'auto-formation de l'interprétation auprès de réfugiés publié par le HCR apporte des éléments qui nous permettent d'avoir une idée claire des conditions de travail de ces interprètes humanitaires. Ce texte s'adresse aux interprètes au service du HCR sur le terrain et aux membres de l'organisation qui font appel aux interprètes, l'objectif étant de faciliter la communication du personnel au sein de l'organisation. Il semble donc que ce module concerne tout particulièrement les interprètes recruté·e·s localement, peu ou non formés à l'interprétation. L'organisation fait appel à des interprètes dans les circonstances suivantes :

- Lors des procédures d'inscription ou d'enregistrement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
- Lors des entretiens visant à déterminer si un·e demandeur·euse d'asile remplit les critères du statut de réfugié·e
- Lors des entretiens visant à déterminer si un·e réfugié·e peut être réinstallé·e dans un pays tiers
- Lors des collectes d'informations relatives à la protection, aux droits et au bien-être des réfugié·e·s et personnes déplacées

- Lors des évaluations participatives visant à déterminer les risques auxquels les populations font face - il s'agit de dialogues entre femmes, hommes et enfants encadrés par l'organisation
- Lors de sessions de conseil et d'entretiens médicaux
- Dans la recherche de témoignages autour des actes de violence et de torture (HCR, 2009).

Le module met en avant le rôle de l'interprète communautaire (community interpreter) qui, d'après le HCR, se définit comme un·e membre de la communauté linguistique concernée qui propose ses services d'interprètes aux membres de cette communauté qui ne sont pas en mesure d'échanger avec des interlocuteurs dans la langue cible (HCR, 2009). L'organisation explique de plus que les interprètes communautaires appartiennent souvent au groupe issu de l'immigration ou de réfugiés, et qu'ils·elles s'apparentent à des travailleurs·ses sociaux·ales :

Community interpreters may be first-generation immigrants and/or refugees or their descendants. They may or may not claim to have strong ties with an immigrant and/or refugee group. They are often perceived as social workers, in that they assist people who are part of a minority group in overcoming a language barrier that may prevent them from fully enjoying their rights. Community interpreters may also be described as culture oriented, as they may be expected to act as cultural mediators who bridge the gap created by cultural differences between two people who would not be able to understand each other if what they say was literally translated (UNHCR, 2009).

Le HCR recommande aux interprètes concerné·e·s de prendre conscience de leur positionnement dans le cadre de leur activité d'interprétation humanitaire. En effet, l'âge, le genre, le statut social et l'orientation politique et religieuse de chaque interprète jouent un rôle dans les enjeux d'un entretien. Ces derniers peuvent avoir des répercussions positives ou négatives sur l'activité d'interprétation (HCR, 2009).

Par nature, les besoins linguistiques d'ordre humanitaire ne se situent pas systématiquement au cœur des théâtres d'opération : le travail humanitaire a lieu partout où le besoin se fait sentir, souvent après un conflit ou dans des régions adjacentes où les populations touchées ont été forcées de se déplacer. L'organisation à but non lucratif et internationale Translators Without

Borders (TWB) met à la disposition des organisations non-gouvernementales, des services de traduction et d'aide à l'interprétation afin d'apporter leur soutien aux acteurs·rices sur place. L'organisation propose un service d'aide immédiate appelé *Words of relief*, qui consiste en un réseau de traduction en réponse aux crises. Par ce programme, l'organisation propose d'aider à la formation des traducteurs·rices et interprètes dans les langues nécessaires, ainsi que de traduire des messages importants de sensibilisation ou d'information dans les langues recherchées avant qu'une crise n'éclate. L'organisation crée des réseaux de traducteurs·rices formé·e·s - souvent auprès de la diaspora concernée - à même d'apporter une aide immédiate. Elle met à disposition des applications de glossaires multilingues afin de fournir une aide supplémentaire à la traduction et à l'interprétation réalisées sur le terrain. TWB met en avant l'utilisation de la traduction automatique dans des contextes urgents de crise, tout en travaillant en collaboration avec d'autres acteurs·rices afin de diffuser informations et données sur les personnes touchées par la crise dans plusieurs langues. Enfin, l'organisation apporte de l'aide aux personnes touchées directement dans leur langue et par les canaux de communication les plus adaptés afin de s'affranchir de la barrière de la langue dans l'assistance en cas de crise (Translators Without Borders, 2021).

Il semble que les interprètes humanitaires opérant dans le cadre du mandat de TWB puissent donc être tout aussi bien des interprètes formé·e·s et qualifié·e·s déployé·e·s dans une région en crise que des membres d'une diaspora disposé·e·s à venir en aide aux populations touchées par une crise. De plus, l'interprétation dans les conditions matérielles parfois compliquées - de camp de réfugiés par exemple - peut s'effectuer par téléphone : ce qui laisse penser qu'elle peut être effectuée par des interprètes qualifié·e·s depuis une autre région du monde, en temps réel (Translators Without Borders, 2021).

Le guide de terrain pour l'interprétation humanitaire et la médiation culturelle rédigé par TWB opère une distinction entre la figure de l'interprète et celle du·de la médiateur·rice culturel·le : une séparation intéressante et étonnante dans un contexte de crise, où comme nous l'avons vu, l'interprète est aussi guide, médiateur·rice culturel·le et bien souvent, conseiller·e. D'après ce guide, l'interprète facilite les échanges en traduisant les propos des interlocuteurs, par le moyen de l'interprétation consécutive, simultanée (en présence des ora-

teurs ou à distance par téléphone) et bilatérale, c'est-à-dire dans les deux sens d'une paire de langues. Pour sa part, le·la médiateur·rice culturel·le chargé·e de « faciliter la compréhension mutuelle entre une personne ou un groupe de personnes, la population migrante/refugiée par exemple, et un soignant, un médecin par exemple, en interprétant, en tenant compte des éléments culturels. Il·elle peut conseiller les deux parties sur les comportements culturels appropriés » (Translators Without Borders, 2021). Nous voyons ici que la distinction se fait au niveau de l'ajout d'information que le médiateur·rice culturel·le est en droit d'effectuer, dans le cadre des conseils qu'il·elle peut proposer. L'organisation précise que les médiateurs·rices culturel·le·s peuvent proposer une interprétation moins fluide que celle des interprètes, qu'à l'inverse de ces dernier·e·s, ils·elles ne transmettent que le message principal du discours et non son intégralité et qu'ils·elles peuvent « fournir un support supplémentaire en plus de la transmission d'informations » (Translators Without Borders, 2021). La neutralité est une condition fondamentale de l'interprétation humanitaire, comme l'organisation exhorte ses interprètes de rester neutre « en matière de genre, de religion, d'ethnie, de statut socioéconomique, etc. » Elle recommande en outre de se retirer d'une mission si cette neutralité ne peut pas être assurée.

Rapport au conflit

La catégorie des interprètes humanitaires semble être la plus hétérogène de notre typologie, en cela qu'elle est constituée tant de professionnel·le·s formé·e·s et diplômé·e·s que d'interprètes recruté·e·s sur place, avec l'expérience au cœur de la crise pour toute formation. Ces interprètes ont un statut civil et sont employé·e·s par les organisations non gouvernementales actives dans les régions concernées, au cœur des théâtres d'opération comme en périphérie. Les raisons derrière la motivation de ces interprètes pour rejoindre les efforts d'aide humanitaires peuvent être multiples : s'ils·elles sont eux·elles-mêmes touché·e·s par le conflit et par le déplacement contraint, un emploi auprès d'une organisation internationale ou non-gouvernementale leur assure une activité professionnelle et un revenu économique dans cette situation précaire et difficile (Translators Without Borders, 2021 ; Delgado Luchner & Kherbiche, 2018).

Compte tenu de la nature confidentielle de ces missions, peu de témoignages nous permettent d'avoir une idée claire de l'expérience personnelle de ces interprètes afin de comprendre leur rapport au conflit. Toutefois, tout porte à croire que, venant de la population directement touchée par la crise (dans le cas des interprètes du HCR), leur rapport au conflit est très similaire à celui des interprètes locaux·ales. Il est important de noter que le statut de réfugié·e de ces interprètes a un lien direct sur ce que l'on attend d'eux·elles, tant du point de vue des autres réfugié·e·s que de celui de l'organisation. Leur statut élargit le rôle de ces interprètes, qui passent de vecteur de l'information à allié·e d'un côté et/ou conseiller·e de l'autre :

Interpreting for UNHCR is demanding: you are always in the middle between the officer and the applicant. Sometimes it can get tense, applicants expect me to support their cause because I am a refugee, just like them. The UNHCR officers, on the other hand, want me to help them verify the applicant's story, they assume that I would know because I experienced similar events (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018).

Lorsque l'interprète est expatrié·e depuis l'étranger (comme au CICR), son rapport au conflit n'est pas aussi direct que celui des interprètes réfugié·e·s (du HCR par exemple). C'est peut être l'affiliation à l'organisation de l'interprète, son appartenance à la culture humanitaire, qui le·la rapproche de la situation de conflit et de ses conséquences. Todorova (2017) confirme que ces interprètes effectuent un travail important de médiation culturelle mais aussi de plaider pour les personnes réfugiées. Dès lors, il convient de s'intéresser à la question de la neutralité des interprètes humanitaires : tout comme Snellman (2016) qui propose de voir la question sous un jour différent en ce qui concerne les interprètes militaires, Todorova (2017) considère que la neutralité, longtemps érigée en modèle des principes de l'interprétation et de la médiation culturelle en situation de conflit, est depuis peu remise en question par les chercheur·e·s. En effet, on considère que l'inverse de la neutralité peut se montrer plus efficace dans la résolution des conflits, compte tenu du fait que les interprètes ne sont pas seulement des vecteurs d'information mais aussi des acteur·rice·s au rôle actif dans l'aide humanitaire. Cela est tout particulièrement vrai des interprètes concerné·e·s personnellement par les crises humanitaires dans lesquelles ils·elles évoluent :

Neutrality is a behavior historically expected by both mediators and interpreters who work in a situation of conflict as a method to attain the trust of the involved parties. However, this trait has recently been problematized and scholars have argued that not only is neutrality impossible, but its opposite may actually be more effective to conflict resolution. The same case for reassessment of neutrality can be made for conflict interpreters as well, the perception of which is now changing from mere language instruments to human agents inhabiting a complex network of social positions and performing a more proactive role in conflict resolution and humanitarian assistance. Interpreters are also involved in creating and maintaining a relationship of trust in the conflict setting. In order to create this relationship of trust, interpreters have to position themselves in relation to both the international organizations and the parties involved in the conflict, which entangles them in a more complex set of relations. The role occupied by interpreters in conflict and related humanitarian situations is only complicated further by the fact that they are not outsiders to the conflict, but from the onset they are positioned well inside the conflict situation and one (or more) of the parties to that conflict. (Todorova, 2017).

4.2.2. Interprètes de conférence en déplacement dans les théâtres d’opération

Employeur et formation

L’interprétation de conférence est née en grande partie de la guerre, avec l’âge d’or de l’interprétation consécutive entre les deux guerres et la naissance et confirmation de l’interprétation simultanée lors des procès de Nuremberg (Ruiz Rosendo & Persaud, 2018). Pourtant, la majorité des activités d’interprétation en situation de conflit, c’est-à-dire dans les théâtres d’opération, n’est pas effectuée par des interprètes de conférence mais par des interprètes locaux (Ruiz Rosendo, 2020b). Les interprètes de conférence déployés dans des régions en guerre font figure de minorité dans l’interprétation en situation de conflit.

C’est dans le cadre de missions des Nations Unies sur le terrain – c’est-à-dire hors du contexte de conférence – que ces interprètes peuvent être sollicités. On note que dans ce contexte, les interprètes se livrent à un exercice différent de celui de l’interprétation de conférence en ceci que le mode privilégié n’est plus l’interprétation simultanée en cabine mais bien l’inter-

prétation consécutive³ dans des lieux divers tels que des salles de réunion, des camps de réfugiés, des centres de détention, des habitations, bureaux, hôpitaux ou encore des tentes.

A UN field mission is an event where a team of interpreters accompanies a UN mission to locations outside of the four UN duty stations and which does not take place in a conference setting. It is important to note that UN interpreters normally work in simultaneous mode in conference settings at duty stations. However, work in the field is conducted in myriad locations and rarely in a booth, e.g. a meeting room, a camp, a detention centre, a private house, an office, a hospital or a tent. Field missions are generally serviced by a team of two interpreters; however, three or more could be assigned according to the languages required and the scheduled workload. (Ruiz Rosendo, Barghout & Martin, 2021).

Ces missions, mandatées par l'ONU ou une de ses institutions spécialisées, peuvent également consister dans l'accompagnement de représentant·e·s de l'organisation tel·le·s que le Secrétaire-Général ou la Haute-Commissaire aux Droits de l'Homme par exemple. La plupart de ces missions ont lieu dans le cadre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme qui sont mises en œuvre par plusieurs acteur·rice·s tels que les rapporteur·euse·s spéciaux·ales, les groupes de travail ou encore les expert·e·s indépendant·e·s. Le rôle de ces dernier·e·s est de fournir des rapports et des recommandations en matière de respect des droits de l'homme dans les régions qui les concerne. Leur activité exige environ deux visites sur le terrain par an, ce qui occasionne une demande en interprètes des Nations Unies. Ces missions ne concernent pas seulement des régions en guerre ou en post-conflit, elles peuvent également avoir lieu dans le cadre de la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes ou encore le droit à l'alimentation par exemple. Les interprètes mandaté·e·s pour ces missions font partie des services d'interprétation de l'Office des Nations Unies de Genève car le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) y est aussi basé, mais l'organisation peut aussi faire appel à des interprètes domicilié·e·s dans d'autres lieux d'affectation. Des interprètes indépendants (*freelance*) peuvent également être mandaté·e·s par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement du pays concerné. Dans ce cas de figure, leur profil est approuvé par le service d'interprétation de l'organisation. Il arrive toutefois que, dans le cadre de missions déployées très rapidement avec un besoin de personnel qualifié dans

³ Les interprètes peuvent toutefois avoir recours au mode simultané par le moyen du bidule ainsi que du chuchotage dans certaines situations qui le permettent.

une langue rare, l'organisation recrute des interprètes locaux. Compte tenu de l'absence de formation de ces interprètes dans l'activité sur le terrain, dans la mesure du possible, l'ONU donne la préférence aux interprètes qui ont déjà une expérience du terrain. En outre, pour certaines missions de haut-vol ou considérées comme particulièrement sensibles du point de vue politique ou sécuritaire, le HCDH sollicite exclusivement des interprètes permanents de l'organisation. C'est le cas par exemple des missions à bord de véhicules blindés au poste-frontière d'Erez entre Israël et la bande de Gaza (Ruiz Rosendo, Barghout & Martin, 2021).

Le niveau de qualification semble être le dénominateur commun des interprètes de conférence en mission sur le terrain en situation de conflit. D'après les entretiens conduits par Ruiz Rosendo et Barea Muñoz (2017) auprès d'interprètes en situation de conflit au Moyen, toutes les participant·e·s avaient au minimum dix ans d'expérience dans l'interprétation de conférence et la majorité était titulaire d'un diplôme en la matière. Ce niveau de formation et d'expertise fait exception dans le monde de l'interprétation en situation de conflit. A la différence de la conception de l'interprétation en contexte de crise de l'ONG Translators Without Borders, ces interprètes de conférence considèrent que la médiation culturelle fait partie intégrante de leur rôle sur le terrain et que cette compétence permet d'éviter des écueils importants et de désamorcer des situations au potentiel de tension élevé (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017).

Bien que le mode le plus souvent utilisé sur le terrain soit l'interprétation consécutive avec ou sans notes, l'une des premières compétences apprises en école d'interprétation de conférence, les interprètes interrogé·e·s ont déclaré qu'à leur sens, les missions en situation de conflit ne pouvaient pas convenir à tout·e interprète de conférence. En effet, ces dernières requièrent une connaissance très précise des enjeux géopolitiques, traditionnels et religieux des régions concernées mais aussi une capacité à travailler sous pression toute différente de celle mobilisée dans le cadre des conférences internationales. Il s'agit de savoir interpréter dans des conditions extrêmes, dangereuses et parfois traumatiques. En cela, ils·elles considèrent que les formations d'interprétation de conférence ne préparent pas à l'interprétation en situation de conflit. Ils·elles préconisent l'instauration de modules spécialisés afin de former les fu-

tur·e·s interprètes de conférence à l'éventualité d'exercer leur métier en situation de guerre (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017).

Cette conception de l'interprétation en situation de conflit par des professionnel·e·s chevronné·e·s nous donne à voir combien cette activité n'est au fond pratiquement jamais exercée par des personnes parfaitement qualifiées et rompues à l'exercice. La formation à l'interprétation en situation de conflit se fait, quel que soit le profil, sur le terrain, au gré de l'expérience vécue. Voilà pourquoi une formation spécifique à l'interprétation sur le terrain et pensée pour les interprètes permanent·e·s de l'ONU a été proposée en 2019 par l'Université de Genève. Dix-sept participant·e·s ont suivi ce cours qu'ont donné onze formateur·rice·s, enseignant·e·s-chercheur·e·s en interprétation, interprètes chevronné·e·s, usagers de l'interprétation militaire ou chef·fe·s de mission d'enquête des Nations Unies, entre autres.

The general objective of the course was to provide training for permanent staff from all UNOG language sections on the different practical matters and ethical, psychological, legal, administrative and security implications when assigned to field missions. The course consisted of a minimal theoretical and a comprehensive practical component. The course was delivered face-to-face and taught in English. (Ruiz Rosendo, Barghout & Martin, 2021).

Lors de cette formation, les participant·e·s, dont certain·e·s avaient déjà une expérience du terrain, ont identifié comme défis principaux la fatigue induite par un manque de repos, l'imprévisibilité des missions, leur charge émotionnelle et leurs conséquences psychologiques parfois lourdes, le manque d'information en préparation aux missions, les questions de sécurité et l'incompréhension du rôle de l'interprète chez certains usagers.

Rapport au conflit

Ces interprètes de conférence étant en déplacement dans les pays touchés par les conflits, ils·elles ne sont pas nécessairement des ressortissant·e·s des pays concernés. Toutefois, les interprètes qui se sont livré·e·s à l'exercice de l'entretien avec Ruiz Rosendo et Barea Muñoz (2017) étaient tous·tes originaires d'un pays du Moyen Orient. En ceci, ces interprètes en particulier ont une certaine proximité culturelle avec les pays touchés par les conflits et dans les-

quels ils·elles ont travaillé (à savoir le Liban, la Syrie, la Palestine et l'Irak). Leur lien avec le conflit réside surtout dans les connaissances acquises autour de l'histoire de la région et de la géopolitique en jeu.

4.2.3. Assistant·e·s linguistes des opérations de maintien de la paix de l'ONU

Employeur et formation

Dans notre typologie, ces linguistes se situent à mi-chemin entre les interprètes humanitaires au service d'organisations non gouvernementales et les interprètes de conférence de l'ONU en déplacement sur les théâtres d'opération. Ils·elles sont des civil·e·s embauché·e·s par l'ONU et jouissent donc de contrats stables mais ne sont pas pour autant titulaires de diplômes d'interprétation, ils·elles n'ont pour la plupart pas suivi de formation en la matière. Ils·elles ont un statut civil et sont actif·ve·s dans le cadre de missions de maintien de la paix tant au contact des populations locales que des militaires. Ces assistant·e·s peuvent être originaires des pays qui fournissent les contingents déployés ou bien des citoyen·ne·s locaux·ales du pays concerné par la mission. A l'issue de leur contrat, une évaluation est effectuée qui définira si le contrat peut être renouvelé ou non (Alves de Sousa, 2015).

Ce qui différencie les assistant·e·s linguistiques des autres acteur·rice·s de l'interprétation dans ce contexte est la teneur de leur mission : ils·elles sont chargé·e·s d'accompagner les populations locales, les militaires et les représentant·e·s de l'ONU dans les négociations qui ont lieu lors des missions de maintien de la paix. Les modes d'interprétation le plus souvent utilisés par cette catégorie sont la consécutive et le chuchotage (Alves de Sousa, 2015). De plus, leurs connaissances culturelles et linguistiques, couvrant souvent des paires de langues non représentées chez les interprètes de conférence de l'organisation, sont très précieuses sur le terrain. Bien qu'ils·elles puissent être aussi amené·e·s à effectuer d'autres missions, telles que la traduction de documents, l'organisation de réunions, la préparation de comptes rendus et de correspondance ou encore la formation de personnel militaire autour des points de contact (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017), c'est cet enjeu de maintien de la paix et la spécificité de leurs connaissances culturelles et linguistiques qui les caractérisent vis-à-vis des autres catégories de notre typologie.

Ces assistant·e·s linguistiques sont décrit·e·s comme des ambassadeurs·rices de la population locale auprès des autres acteur·rice·s engagé·e·s dans le maintien de la paix et travaillent en équipe avec les observateurs·rices militaires, qui ne sont pas armé·e·s. Grâce à leurs connaissances linguistiques et culturelles, ils·elles viennent combler les lacunes du personnel de la mission en la matière, ils·elles sont donc d'une grande aide pour le personnel des Nations Unies sur le terrain (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017).

Comme nous l'avons expliqué, ces interprètes, comme la plupart des autres catégories de notre typologie à l'exception des interprètes de conférence de l'ONU, n'ont pas reçu de formation en interprétation. Dans leur cas, l'enseignement général reçu est souvent rudimentaire. De plus, leur maîtrise des langues étrangères, c'est-à-dire de celles des armées étrangères déployées dans les théâtres d'opération, est parfois limitée. Ces carences, ajoutées au degré de responsabilité qui leur est octroyé rend l'action des assistants linguistes parfois risquée (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017).

Toutefois, on note un certain effort d'harmonisation des techniques utilisées par ces assistant·e·s linguistiques dans deux pratiques de l'ONU : d'une part les évaluations de fin de contrat en vue du renouvellement de ce dernier permettent d'avoir un certain recul sur les compétences mises à profit par le·la linguiste. D'autre part, le manuel de formation de coordination civilo-militaire à l'attention des experts militaires, publié par le centre de ressources de maintien de la paix de l'ONU comporte un chapitre consacré au recours aux assistant·e·s linguistiques. Ce document permet de comprendre les tenants et les aboutissants de leur mission tout en normalisant les pratiques que l'on attend d'eux·elles, apportant ainsi aux experts militaires qui auront recours aux services de ces assistant·e·s linguistiques des clés pour éviter les écueils les plus dangereux. On y lit par exemple le récit d'une anecdote survenue dans le cadre de la mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), lorsqu'une équipe composée d'observateurs·rices militaires (anglophones) de l'organisation et de trois assistants linguistiques se sont rendus auprès d'un groupe de rebelles afin de collecter des informations relatives à une embuscade survenue plus tôt. Le premier assistant interprétait les propos de l'anglais vers l'arabe, le deuxième de l'arabe vers

un dialecte local et le troisième de ce dialecte vers la langue des interlocuteurs. La multiplicité des intermédiaires a eu pour conséquence une perte d'information au cours de l'interprétation qui a valu à un membre de l'équipe d'être menacé par l'un des rebelles, muni d'une arme à feu. La phrase en question était passée de « vous pouvez nous aider en nous disant qui est l'auteur de ce crime » à « nous savons que vous avez perpétré ce crime » (Département des opérations de maintien de la paix, 2014). Cet exemple montre que malgré l'effort bien présent de normalisation des pratiques de ces assistants, la réalité sur le terrain est parfois plus complexe que la théorie des méthodes de recrutement et de coopération.

Rapport au conflit

D'après Alves de Sousa (2015), de nombreux assistant·e·s linguistiques ont fait les frais de la violence des conflits : ils·elles peuvent avoir subi le harcèlement, la torture, les intimidations physiques ou psychologiques et d'autres expériences traumatisantes. Alves de Sousa (2015) considère que ces expériences peuvent avoir entamé leur capacité à rester neutres dans leur travail :

Many of the LAs used in peace missions all over the world went through traumatic experiences, either in direct or indirect situations. Persecution, torture, physical or psychological terrorism, and exile are some of the psychological scars which might be visible as family difficulties or as an increase in the level of stress. Due to these problems, many LAs would not be a safe choice to support the well accomplishment of the mission or the mandate, since they would be biased by their basic needs and their natural instinct of survival.

De plus, étant donné que ces assistant·e·s sont souvent issu·e·s de la population locale, ils·elles peuvent faire l'objet de représailles de la part des ennemis. Les risques induits par l'exercice de leur fonction sont bien réels.

Alves de Sousa (2015) fait remarquer qu'il est très difficile de recruter des assistant·e·s linguistiques dépourvu·e·s de tout parti pris d'ordre religieux ou culturel. Il insiste sur le fait que les expériences personnelles des assistant·e·s précédant leur participation à la mission doivent être connues de l'organisation et sur le fait que les informations classifiées ne doivent pas être

mentionnées en leur présence. Ceci porte à croire que le personnel ayant recours aux services des assistant·e·s linguistiques soit tenu d'observer une certaine méfiance à leur égard.

En outre, l'identité locale des assistant·e·s linguistiques leur donne une capacité d'agir en tant que médiateur·rice·s culturel·le·s importante :

(...) these individuals know the local culture very well. They act as if they were the spokesperson of the peacekeeper or the civilian deployed in the mission; they can give suggestions on how to better deal with the local population, from different traditions and culture, identifying, yet, the nuances and subtleties that could be easily overlooked by peacekeepers. (Alves de Sousa, 2015).

Les assistant·e·s linguistiques des missions de maintien de la paix de l'ONU sont donc des ambassadeurs des populations locales auprès de l'organisation et des armées dont la mission ne se résume pas à interpréter : ils·elles sont responsables de la qualité de la communication entre l'organisation et/ou l'armée et les populations locales et ils·elles représentent une source importante d'informations et de conseils relatifs aux approches à privilégier lors des négociations.

5. Implications du profil de l'interprète en situation de conflit sur sa performance

5.1. Point de vue : interprétation de conférence

Avant d'aborder les différents facteurs qui peuvent avoir une influence sur la performance de l'interprète, il est important de préciser que ces aspects sont considérés d'un point de vue particulier. A l'origine de ce mémoire, la chercheuse est étudiante en interprétation de conférence sur un territoire dans une situation de paix très stable et durable. Nous avons défini que l'interprétation en situation de conflit ne saurait être plus différente de l'interprétation de conférence au sein d'organisations internationales et en temps de paix : stabilité du milieu politique, qualité des conditions matérielles de travail et professionnalisation sont autant d'éléments assurés chez les interprètes de conférence qui sont bien souvent absents du quotidien des interprètes en situation de conflit. Toutefois, en matière de formation, c'est l'interprétation de conférence qui fait référence. C'est donc à l'aune des modes d'interprétation enseignés

dans les masters d'interprétation de conférence EMCI que nous évaluerons les différences constatées avec l'interprétation telle qu'elle a lieu dans les situations de conflit.

5.2. Facteurs d'influence sur la performance en situation de conflit

Il s'agit ici d'identifier les facteurs d'influence des différentes catégories d'interprètes en situation de conflit sur la pratique de l'interprétation. Nous nous intéressons donc ici aux conséquences factuelles du profil de l'interprète sur sa performance. Pour cette analyse, nous passerons en revue les différents exemples des pratiques de l'interprétation en situation de conflit contenus dans les œuvres de recherche existantes sur le sujet, afin de les prendre en considération au regard des profils d'interprètes mis en avant dans ce mémoire.

En raison de la nature multiple, instable et parfois confidentielle des conditions de travail des interprètes en situation de conflit, il est difficile d'obtenir une vision claire et transparente des performances de ces derniers·e·s. Les exemples de pratiques sur lesquels nous avons fondé notre réflexion sont ceux auxquels nous avons eu accès. Par définition, ces pratiques font ici office d'une certaine norme, mais elles n'en demeurent pas moins des représentations partielles d'une réalité plus large.

5.2.1. Manque de formation

Le premier facteur d'influence du profil de l'interprète en situation de conflit sur sa performance est celui de la formation. Comme vu précédemment, la plupart des interprètes en situation de conflit n'ont malheureusement pas reçu de formation en interprétation. Cela ne signifie pas pour autant que ces acteur·rice·s ne disposent d'aucun outil pour les guider dans leur pratique. En effet, les interprètes non formé·e·s apprennent l'interprétation sur le terrain (Baigorri Jalón 2010; Jones & Askew 2014, Laugesen & Gehrmann, 2020). Ceci peut avoir pour conséquence une pratique de l'interprétation adaptée à chaque situation, avec une conception du rôle de l'interprète propre à chaque individu. On pense ici par exemple au linguiste militaire Daniel James de l'armée britannique, nommé interprète principal du général David Richards, commandant de l'ISAF. Daniel James, recruté par l'armée au Royaume Uni car il

avait le farsi pour langue maternelle, mais jamais formé à l'interprétation, a été jugé en décembre 2006 pour espionnage au profit de l'Iran. Le procès a révélé son incompréhension de son rôle d'interprète :

At the trial, General Richards said that on more than one occasion he had had to remind James that when he was addressing an audience, he was only the interpreter, not the general. James explained that the audience did not understand the General: « They were watching me and I thought I should act like a general. I was acting good. The public respected me. » (Jones & Askew, 2014)

Une formation d'interprétation aurait apporté à ce linguiste une conception claire de son rôle et des actions qui étaient attendues de lui en tant que médiateur entre ses supérieurs et leurs interlocuteurs.

Chaque situation de conflit est unique à de nombreux égards (stabilité politique et économique, sécurité matérielle, protection ou absence de cette dernière) : dès lors, les difficultés rencontrées par les interprètes sur le terrain ne sont pas systématiquement les mêmes. On peut imaginer qu'un échange d'expériences et des pratiques entre les acteur·ice·s de l'interprétation en situation de conflit ayant connu des théâtres d'opération différents serait d'une grande richesse afin d'établir des méthodologies efficaces et applicables dans la plupart des circonstances. Ces échanges pourraient tracer les contours d'une formation d'interprétation à dispenser sur place auprès des linguistes recruté·e·s localement ou bien déployé·e·s depuis l'étranger, à l'image du projet mis en place par Jones (Jones & Askew 2014) en Bosnie Herzégovine en 2006.

Au-delà de cette formation et du programme linguistique de l'armée australienne mentionnée plus haut, d'autres solutions sont proposées. L'université de Genève a créé le projet Inzone, le centre d'interprétation dans les zones de conflit (*Center for Interpreting in Conflict Zones*), qui vise à améliorer la communication plurilingue dans le secteur humanitaire sur le terrain par le moyen de formations dispensées sur place, notamment dans des camps de réfugié·e·s (Inzone, n.d). Deux structures mobiles permettant l'enseignement de l'interprétation à la fois en présentiel et à distance ont été installées : une à Kakuma, dans le nord du Kenya, et l'autre

à Dadaab, le plus grand camp de réfugié·e·s au monde, près de la frontière avec la Somalie. Cette formation, réalisée avec les partenariats du HCR et de l'université de Kenyatta à Nairobi, aboutit sur un certificat d'études avancées en interprétation humanitaire reconnu par l'Université de Genève (Unige, 2015). Plus tard, un module de formation à distance (*MOOC, Massive Online Open Course*) a vu le jour, proposant des formations en anglais et en français pour les populations réfugiées. Inzone met également à disposition des interprètes humanitaires des formations hybrides (en présentiel puis à distance) centrées sur le processus de détermination du statut de réfugié·e et le renforcement des compétences en interprétation consécutive dans le contexte de ces entretiens. Un séminaire a également été mis en place qui s'adresse aux fonctionnaires du HCR qui travaillent au contact des interprètes, afin d'obtenir une communication la plus fluide possible. Enfin, plusieurs cours d'interprétation humanitaire, pensés pour les interprètes du CICR, ont été mis en place qui couvrent les thèmes de la déontologie de l'interprétation humanitaire sur le terrain ainsi que de l'interprétation consécutive (Unige, n.d). C'est dans les nombreux travaux de recherche sur l'interprétation en situation de conflit et dans la riche expérience de ses professeurs dans ces contextes que l'université de Genève puise ses capacités à développer de tels programmes qui permettent non seulement aux personnes réfugiées d'obtenir une formation ciblée sur leurs besoins, mais aussi aux organisations humanitaires de renforcer leurs actions auprès de ces populations.

L'Université de Genève proposé dans ses locaux en 2019 une formation à l'interprétation sur le terrain pour les interprètes de conférence permanent·e·s de l'ONU en mission à l'étranger. Ce programme, fondé sur le principe d'échange d'expériences entre les formateur·rice·s et les participant·e·s et utilisant notamment l'étude de cas et différents scénarii, a permis de confirmer que les interprètes de conférence, malgré leurs diplômes, n'étaient pas préparé·e·s convenablement pour remplir ce type de missions. Il existe dans cette catégorie un réel besoin de formation spécifique à l'interprétation sur le terrain dans les contextes de conflit, de post-conflit et de crises humanitaires.

The evaluation of the course has allowed us to confirm that specific training and extensive experience in conference interpreting does not, therefore, mean that the interpreter is well equipped to work in the field. There is a need to design specific training courses to prepare interpreters because of the particularities of the settings and challenges they will encounter.

These challenges are related to complex aspects that have myriad implications, including: how to protect oneself, both emotionally and physically; what decisions to take in each situation and the ethical implications of these decisions. The use of case-based learning (CBL) as a method involving guided inquiry whereby learners apply their knowledge to real-life scenarios and negotiate meaning through case studies and stories is a useful way to develop decision-making skills and facilitate the transition to the real world. (Ruiz Rosendo, Barghout & Martin, 2021) .

On remarque que tout comme les interprètes de conférence reçoivent une formation encadrée par des interprètes en activité fort·e·s d'une certaine expérience de la profession dans le contexte des conférences internationales, il va de soi que l'interprétation sur le terrain dans des contextes de missions de l'ONU devrait être enseignée par des interprètes et usagers de l'interprétation ayant une certaine expérience de ces réalités.

Nous voyons ainsi que des formations complètes et ciblées émergent, elles sont proposées à au moins deux catégories d'interprètes dans les contextes de conflit : les interprètes humanitaires et les interprètes de conférence de l'ONU.

Les interprètes hors des situations de conflit auraient par ailleurs beaucoup à apprendre eux·elles aussi de leurs confrères et consœurs habitué·e·s aux théâtres d'opération : la protection lors de l'interprétation en contexte instable, la gestion des traumatismes vicariants, la concentration et l'efficacité du travail dans des conditions extrêmes et dans des contextes de souffrance humaine sont autant de compétences acquises par expérience qui ne sont pas enseignées dans les universités (Allen, 2012).

5.2.2. Conditions de recrutement

Souvent, en situation de conflit, les interprètes et linguistes sont recruté·e·s sur la base de leur maîtrise ou simple connaissance des langues en jeu. Or, une gestion du recrutement opérée par des non-linguistes peut avoir des conséquences importantes sur le travail que les agent·e·s concerné·e·s pourront effectuer une fois sur place. Par exemple, les interprètes nationaux·ales iranien·ne·s recruté·e·s par l'armée espagnole dans le cadre de sa contribution aux efforts de l'OTAN en Afghanistan parlaient le farsi et non le dari, pourtant parlé communément dans le

pays (Ruiz Rosendo, 2020b). De même, les interprètes nationaux·ales de nationalité américaine et d'origine yougoslave ou albanaise, recruté·e·s aux Etats Unis et envoyé·e·s en mission à Pristina dans le cadre de la Force pour le Kosovo (KFOR) parlaient le tosk et non le gheg, langue locale de la région (Jones & Askew, 2014).

Dans certaines régions, il peut être difficile de trouver suffisamment de linguistes locaux·ales ayant reçu une formation linguistique satisfaisante. C'est le cas par exemple de l'Afghanistan, où l'instabilité politique et la guerre ont rendu l'accès aux universités très difficile. Le personnel qualifié est donc une denrée rare et les organisations internationales présentes sur le terrain se bousculent pour recruter les personnes ayant reçu une formation (Jones & Askew, 2014). De plus, dans le cas de l'Afghanistan, la main d'œuvre disponible est amputée d'une moitié de la population active puisque culturellement, les jeunes filles ne sont pas invitées à poursuivre des études et que les femmes adultes se voient le plus souvent interdire d'exercer une activité en dehors de leur foyer. Dans le cadre de l'ISAF, des deux femmes interprètes présentes au siège, une a dû mettre fin à son contrat le jour où sa famille a découvert qu'elle travaillait au service de l'OTAN (Jones & Askew, 2014). Pourtant, le besoin en personnel féminin pour l'interprétation est bien réel, notamment dans le cadre de réunions avec des députées, d'après Farhad Nawabi, chef du service linguistique de l'ISAF en 2013 :

There are certain meetings that take place with female members, let's say, of the Parliament here. There is a gender department within HQ ISAF who deals with a lot of women. Once in a while, if they have meetings or functions here, they need to have a female interpreter to deal with immediate needs, you know as a guide to female guests, showing them around and the female Afghans, they feel a lot more comfortable with a female interpreter than they do with a male (Jones & Askew, 2014).

Ce témoignage prouve combien le rôle de l'interprète évoluant en situation de conflit dépasse largement celui d'un simple vecteur d'information : en plus d'une guide, l'interprète recherchée et décrite par Nawabi apporterait aussi un soutien auprès des participantes dans certaines discussions, par sa simple présence. Dans ce cas particulier de la société afghane, l'écrasante sur-représentation des hommes dans des positions de pouvoir et la place prépondérante de la tradition dans la séparation des tâches entre hommes et femmes rendent inévitable cet incon-

fort vécu par les femmes présentes au siège de l'ISAF. Bien que l'ONU ait appelé de ses vœux un effort d'intégration des femmes aux processus politiques lors des accords de Bonn en 2001 et malgré un retour des femmes au gouvernement (Puechguirbal, 2002), ces dernières restent minoritaires. On peut imaginer que la présence d'une interprète qui appartienne au même groupe social apporte une grande aide aux oratrices lors de réunions dominées par des hommes. Duque a montré notamment dans le cadre d'entretiens médicaux ou d'assistance sociale, qu'une interprète était plus à même de saisir les messages sous-jacents d'une femme victime d'agression sexuelle qui ne l'exprime qu'à demi-mots, par pudeur. Comme elle le rapporte : « Lors d'un entretien par téléphone, je traduis ce qu'une patiente me dit : « Puis, je suis sorti avec... » J'avais saisi, grâce au contexte de son histoire, l'intonation et d'autres détails du récit, qu'il s'agissait d'une agression. » (Duque, 2020).

Ainsi, le groupe social, qu'il soit relatif au genre, au niveau socio-économique, culturel ou religieux, joue un rôle incontestable dans la compréhension de la situation et des propos des orateur·rice·s. Un·e interprète qui maîtrise toute la complexité de ces codes dans une situation donnée est plus qualifié·e qu'un·e autre pour fournir la meilleure prestation. Les mécanismes de recrutement, qui peuvent être sujets à des lourdeurs administratives ou à des limitations fondées sur des préjugés, comme nous l'avons vu dans le cas de l'armée américaine préférant recruter des interprètes nationaux·ales plutôt que des personnes appartenant au pays en guerre (Jones & Askew, 2014), ont des conséquences directes sur la qualité de l'interprétation fournie.

5.2.3. Rapport à la hiérarchie, rapport au conflit

En situation de conflit, les acteurs·rices de l'interprétation agissent tous dans un certain cadre hiérarchique : qu'ils·elles répondent aux ordres d'un·e supérieur·e militaire ou au mandat d'une organisation internationale. Toutefois, la distance hiérarchique est plus marquée au sein de l'armée que dans le milieu civil. Aussi, les linguistes militaires représentent le mieux cette réalité de la mission absolument circonscrite par les ordres de leurs supérieur·e·s. De plus, ces linguistes qui ont appris la langue du pays en guerre par le moyen d'une formation intensive

et rapide avant leur mission, obtiennent une compréhension linguistique et culturelle basique et loin d'être parfaite de la complexité des échanges tenus une fois sur place.

Toutefois, même lorsque cette compréhension d'une situation donnée dépasse celle de leurs supérieur·e·s, les linguistes sont tenus d'obéir aux ordres qu'ils·elles ont reçus : rappelons-nous de l'expérience de Kayla Williams, sommée d'interpréter un dialogue entre son supérieur anglophone et un homme afghan qui s'exprimait aussi en anglais (Laugesen & Gehrmann, 2020). Nous voyons que le sens strict de la hiérarchie, bien que fondamental pour l'armée, peut être contre-productif dans le cadre de rencontres interculturelles. Cet exemple est aussi parlant en ce qui concerne le rapport que les linguistes militaires entretiennent vis-à-vis du conflit. Ces professionnel·le·s qui ne sont pas issu·e·s du pays touché par le conflit bénéficient d'un détachement certain vis-à-vis des difficultés traversées par une société qui leur est étrangère. A l'instar des linguistes militaires, les interprètes nationaux·ales, eux·elles aussi recruté·e·s loin des théâtres d'opération, manifestent cette distance vis-à-vis du conflit. C'est le cas par exemple des interprètes d'origine iranienne employé·e·s par l'armée espagnole en Afghanistan qui déclarent mieux défendre les intérêts de l'Espagne que les interprètes locaux·ales. Ces interprètes nationaux·ales ont également exprimé des idées reçues au sujet de la culture locale (Ruiz Rosendo, 2020b), ce qui dénote une fois de plus non seulement une distance mais aussi des lacunes en termes de connaissances culturelles.

Les interprètes locaux·ales sont, de toutes les catégories de notre typologie, les plus touché·e·s par le conflit. Ils·elles souffrent personnellement de l'instabilité de leur pays et des risques pour leur propre vie, posés par les violences parfois quotidiennes. De plus, ces interprètes subissent souvent une double peine : celle du danger réel issu des affrontements sur leur territoire mais aussi celle des menaces à leur encontre venant des forces de police locale (Jones & Askew 2014) ou des groupes terroristes qui les prennent pour cible pour leur alliance avec les forces étrangères (No one left behind, 2021). Dès lors, cette conscience accrue du danger conditionne leur pratique de l'interprétation. Ces interprètes ont parfois omis ou ajouté des détails dans leur performance à des fins de protection personnelle ou pour désamorcer des situations potentiellement tendues (Ruiz Rosendo, 2020b).

5.3. La médiation culturelle : une compétence *sine qua non*

Définie comme une fonction en soi par certains (Translators Without Borders, 2021), la médiation culturelle est un aspect crucial du travail des interprètes en toutes circonstances. D'autres voient la médiation culturelle comme l'autre extrémité d'un continuum entre interprétation et médiation :

Se podrían considerar la interpretación y la mediación intercultural, en un sentido amplio del término, como dos extremos de un continuum en el que, cuanto más se aleja el intérprete del trasvase de vocablos de una lengua a otra para incluir elementos de la cultura, dicho de otro modo, cuanto más interviene el intérprete, más cerca estará del extremo de la mediación intercultural y más estrategias tendrá que desplegar para gestionar su posicionamiento (Ruiz Rosendo, 2020a).

Dans cette conception, la médiation culturelle est manifestée par la capacité de recul dont fait preuve l'interprète afin d'apporter des éléments culturels à sa restitution du propos. C'est dans cet espace que l'interprète sollicite le plus ses connaissances personnelles et sa proximité avec les différentes cultures de ses langues de travail.

La médiation culturelle peut donc être définie comme l'ensemble des choix effectués et confrontés entre eux par l'interprète au moment de restituer le propos de l'orateur·ice. Un choix consciencieux des mots adapté à la situation, aux interlocuteurs·rices et à leur culture se distingue d'une simple traduction des mots, c'est du moins ce que conclut Duque :

La médiation pourrait s'envisager comme l'ouverture d'un espace contenant différentes possibilités, qui ferait pair avec le rythme qui caractérise le propre de chaque situation d'interprétation. Celle-ci permettrait et inclurait toutes les modulations nécessaires à plusieurs niveaux - langue, posture, compréhension, interculturalité entre autres -, sans la limiter à une simple fonction (Duque, 2020).

La médiation culturelle - puisqu'elle repose sur une connaissance la plus fine possible de la culture des interlocuteurs chez l'interprète - fait donc en ce sens partie intégrante de l'interprétation d'ordre général.

Qu'en est-il de la médiation culturelle chez les interprètes en situation de conflit ? Il est évident, au vu des publications consacrées à ce contexte, que l'interprète est tout autant vecteur d'information factuelle que d'élucidation d'ordre culturel aux échanges entre les contingents internationaux et les populations locales. C'est la raison pour laquelle une formation aux techniques de l'interprétation, qui fait cruellement défaut dans la plupart des catégories d'interprètes, ne suffirait pas, seule, à leur apporter toutes les clés culturelles nécessaires au bon déroulement de leur mission. Les interprètes locaux·ales afghans le prouvent, lorsqu'ils choisissent de moduler le propos en omettant les insultes de leurs employeurs militaires pour garantir leur sécurité, ou encore lorsqu'ils fournissent à leurs employeurs militaires des informations complémentaires issues de leur lecture de la communication non-verbale de leurs interlocuteurs (Ruiz Rosendo, 2020b). Si certaines formations militaires dispensent à leurs recrues des formations linguistiques abordant les questions culturelles, il apparaît que la configuration la plus efficace serait une formation en trois axes. Cette dernière, qui associerait l'apprentissage linguistique aux techniques d'interprétation et à une formation abordant les us et coutumes locaux, serait tout le moins utile aux linguistes militaires et autres nationaux·ales qui n'ont jamais partagé la culture des populations touchées par la guerre avant leur mission.

Les interprètes humanitaires au service du HCR fournissent une médiation culturelle indispensable dans le cadre des entretiens de détermination du statut de réfugié. Eux·elles-mêmes réfugié·e·s, ils·elles ont fait personnellement l'expérience du processus dans lequel ils·elles servent d'interprète. (Delgado Luchner & Kherbiche, 2018). Todorova (2017) va jusqu'à opérer un rapprochement entre l'interprétation humanitaire et la médiation de navette (*shuttle mediation*), qu'elle nomme l'interprétation de navette et qui consiste à rapporter de manière indépendante les propos des différents participants de la communication lors d'une réunion auprès de ceux qui n'y étaient pas présents :

I will point out to the meaningful connection that can be drawn between «shuttle mediation» and interpreting in situations of humanitarian crisis, advocating for the introduction of a new mode related to interpreting in conflict, namely that of shuttle interpreting. Shuttle interpreting can be said to occur when the interpreter works independently, transferring the messages between the communication parties who are not present in the same meeting. (Todorova, 2017).

Ce cas de figure a lieu lorsqu'une rencontre entre les interlocuteur·rice·s ne peut pas avoir lieu car l'un·e des participant·e·s ne se sent pas en sécurité en présence de l'autre ou des autres. Ici, nous voyons que l'interprète se livre à un mode de travail qui n'est pas utilisé en dehors du contexte humanitaire et qui consiste à rapporter les propos ultérieurement à l'interlocuteur·rice éloigné·e. Le pouvoir de l'interprète est ici plus important car il·elle est porteur·euse du message sans la présence de l'orateur·ice, et certain·e·s interlocuteur·rice·s dans ces contextes peuvent être menés à croire que l'interprète peut intervenir en leur faveur (Todorova, 2017).

6. Conclusion

Les échanges multilingues ont toujours fait partie des confrontations entre les civilisations et par extension, des conflits armés. Dès lors, les besoins linguistiques sont un enjeu important des guerres qui opposent des belligérants de langues différentes (Baigorri Jalón, 2011). Au XXI^e siècle, les grands conflits sont asymétriques, parfois d'origine interne puis internationalisés. Cette configuration exige des collaborations militaires internationales, comme nous l'avons vu avec les exemples de plusieurs interventions de l'OTAN. Le besoin de personnel formé à la traduction et à l'interprétation se fait donc sentir dans le cadre de la communication au sein même des coalitions mais aussi de la communication entre le personnel militaire et les populations locales. Ces conjonctures souvent complexes font surgir un besoin de spécialistes de la médiation culturelle dans les échanges avec les autres contingents ou encore avec les populations locales, mais aussi dans les services d'intelligence des armées. Les linguistes et interprètes sont amené·e·s à remplir des missions très diverses, allant de l'accompagnement de représentant·e·s des institutions ou des organisations, aux missions psychologiques visant à sensibiliser les populations locales aux actions des armées (Jones & Askew 2014). De plus, ces conflits font naître des crises humanitaires importantes qui elles aussi viennent avec leur lot de besoins linguistiques.

Notre typologie propose une vue d'ensemble de l'interprétation en situation de conflit organisée autour de deux grands axes, à savoir d'une part les interprètes évoluant dans le domaine

militaire et d'autre part les interprètes évoluant dans le domaine civil. Dans le premier axe figurent les linguistes militaires, les interprètes nationaux·ales et les interprètes locaux·ales. Dans le deuxième axe figurent les interprètes humanitaires au service du HCR et du CICR, les interprètes de conférence et les assistant·e·s linguistes des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Il semble important de signaler que ces catégories, bien qu'elles se veuillent le plus justes possibles, demeurent le fruit d'une classification théorique. Elles ne peuvent à ce titre refléter la réalité dans l'absolu.

Certains profils peuvent d'ailleurs appartenir à plusieurs catégories à la fois, c'est le cas des interprètes locaux·ales, qui comportent de nombreux traits communs avec les interprètes humanitaires recruté·e·s dans les camps de réfugiés par exemple. Dans le cas de ces deux figures, la distinction se fait au niveau de l'employeur qui est pour l'un l'armée et pour l'autre une organisation non gouvernementale ou internationale.

Toutefois, les interprètes réunis dans chaque catégorie partagent entre eux·elles des traits caractéristiques qui permettent de mieux saisir leurs méthodes de travail, les obstacles qu'ils·elles rencontrent, leurs points forts et leurs points faibles. L'établissement de cette typologie et l'analyse spécifique de chaque profil ont permis d'apporter des éléments de réponse autour des liens entre la catégorie des interprètes et leur performance. Ainsi, quatre grands facteurs d'influence ont été retenus : la formation, les conditions de recrutement, le rapport à la hiérarchie et le rapport au conflit.

Tout d'abord la formation qui s'impose en premier critère aux répercussions indéniables sur la pratique de l'interprétation. Le travail des interprètes en situation de conflit nécessite de nombreuses compétences (d'interprétation, de résistance à la pression, de communication interpersonnelle) et connaissances (d'ordre linguistique, militaire, socioculturel, historique et politique). Malheureusement, la majorité d'entre eux·elles n'a pas bénéficié de formation complète en ce sens (Jones & Askew, 2014 ; Laugesen & Gehrmann 2020, Ruiz Rosendo 2020a ; Ruiz Rosendo 2020b ; Snellman, 2016 ; Todorova, 2017). Trop souvent, ils·elles manquent de bases linguistiques, culturelles et techniques pour ce qui est des méthodes d'interprétation. Il est intéressant de noter que les interprètes les plus formé·e·s aux techniques d'interprétation -

les interprètes de conférence en mission dans les théâtres d'opération - considèrent que leur catégorie manque, elle aussi, de formation autour des situations d'urgence rencontrées en cas de conflit (Ruiz Rosendo & Barea Muñoz, 2017).

L'accès à la formation est un enjeu phare de la question du lien entre les catégories d'interprètes et le service fourni. En effet, il s'agit d'un grand révélateur des inégalités sociales et de genre qui existent dans les théâtres d'opération. Ces inégalités sont porteuses de lacunes supplémentaires dans le recrutement qui est fait du personnel chargé d'interpréter les échanges entre militaires étrangers et populations locales (Jones & Askew, 2014). Lorsque ce recrutement - au sein d'institutions militaires ou bien civiles - dépend de responsables qui ne sont pas des linguistes, le personnel recruté n'est pas toujours à même de satisfaire les besoins linguistiques des opérations de l'organisation (Jones & Askew 2014). A cela s'ajoute le problème du manque de personnel qualifié dans certaines régions durement touchées par les conflits internes.

Notre analyse révèle que le rapport qu'entretiennent les interprètes avec leurs supérieurs hiérarchiques n'est pas sans lien avec la proximité avec les structures militaires. En d'autres termes, plus l'interprète est proche de l'armée, plus le rapport hiérarchique sera strict et déterminant dans sa pratique de l'interprétation. Bien sûr, la hiérarchie est une composante importante des éléments d'influence pour toutes les catégories d'interprètes. Cependant, dans le milieu militaire, la rigueur hiérarchique peut être à l'origine d'obstacles dans la communication (Laugesen & Gehrman, 2020). On remarque que cela a lieu lorsque les connaissances culturelles ou d'enjeux linguistiques de l'interprète dépassent celles de son supérieur hiérarchique.

Le rapport au conflit occupe une place particulière dans les critères d'influence du profil de l'interprète sur sa performance, car il détermine en grande partie son positionnement au travail et la nature des émotions qui entrent en jeu lors de l'interprétation. Nous avons vu que certain·e·s interprètes étaient proches ou personnellement concerné·e·s par les violences et leurs conséquences directes (certain·e·s interprètes militaires, les interprètes locaux·ales employé·e·s par l'armée, les interprètes humanitaires au service du HCR et les assistant·e·s lin-

guistes des opérations de maintien de la paix de l'ONU). Nombreux sont ceux et celles qui, parmi les interprètes locaux·ales embauché·e·s par l'armée espagnole, ressentent à la fois la peur des risques et des représailles et l'espoir de voir la situation de leur pays s'améliorer. Ce sont ces émotions qui poussent ces mêmes interprètes à modifier sensiblement certains propos lorsqu'ils·elles le jugent nécessaire, en fonction du niveau de tension dans les dialogues (Ruiz Rosendo, 2020b). Leur proximité avec le conflit leur donne une perspective parfois inestimable notamment dans le cadre humanitaire (Delgado, Luchner, 2018 ; Todorova, 2017).

Enfin, la médiation culturelle fait figure de compétence clé lors de l'interprétation en situation de conflit. Déjà existante et importante dans l'interprétation hors des théâtres d'opération et en milieu civil comme dans l'interprétation de conférence, la médiation culturelle occupe une place singulière dans le contexte de la guerre. Sa manifestation dans les échanges en situation de conflit est proportionnelle aux connaissances culturelles des interprètes. Ces dernières ne sont pas garanties dans toutes les catégories, à moins que les interprètes aient une expérience personnelle des cultures concernées.

- Adhérer à l'AIIC.* (2020, 6 novembre). AIIC France. <https://aiic.fr/devenir-membre/>
- AFP, (2021, 7 juin). *Afghanistan : les talibans appellent les anciens interprètes afghans à rester dans le pays.* Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/international/article/2021/06/07/afghanistan-les-talibans-appellent-les-anciens-interpretes-afghans-a-rester-dans-le-pays_6083193_3210.html
- Allen, K. (2017, 20 février). *Interpreting in Conflict Zones.* NAJIT. <https://najit.org/interpreting-in-conflict-zones/>
- Alves de Sousa Júnior, I. (2015). *The use of the language assistant in UN peace missions - benefits and risks.* Brazilian peace operations joint training centre. http://www.ccopab.eb.mil.br/images/stories/artigos_op_paz/traducao-e-interpretacao/THE%20USE%20OF%20THE%20LANGUAGE%20ASSISTANT%20IN%20UN%20PEACE%20MISSIONS-EN.pdf
- Avec « InZone », l'enseignement supérieur franchit les portes des camps de réfugiés.* (2015). Unige.ch. <https://www.unige.ch/campus/numeros/122/dossier5/>
- Baigorri Jalón, J. (2003). *Guerras, extremos, intérpretes. AIETI. Actas del I Congreso Internacional de la Asociación Ibérica de Estudios de Traducción e Interpretación. Granada 12–14 de Febrero de 2003,* 159176. http://www.aieti.eu/pubs/actas/I/AIETI_1_JBJ_Guerras.pdf
- Baigorri Jalón, J. (2011). *Wars, languages and the role(s) of interpreters. Les liaisons dangereuses : langues, traduction, interprétation,* 173204.
- Baker, C. (2010). *It's not their job to soldier : distinguishing civilian and military in soldiers' and interpreters' accounts of peacekeeping in 1990s Bosnia-Herzegovina. Journal of War & Culture Studies,* 3(1), 137150. https://doi.org/10.1386/jwecs.3.1.137_1
- Baker, M. (2010). *Interpreters and Translators in the War Zone. The Translator,* 16(2), 197222. <https://doi.org/10.1080/13556509.2010.10799469>
- Brazilian Peace Operations Joint Training Center, & Alves De Sousa, I. (2015). *The use of the language assistant in UN peace missions - benefits and risks.* CCOPAB. http://www.ccopab.eb.mil.br/images/stories/artigos_op_paz/traducao-e-interpretacao/

THE%20USE%20OF%20THE%20LANGUAGE%20ASSISTANT%20IN%20UN%20OPEACE%20MISSIONS-EN.pdf

Caruso, P. (2021, 19 avril). *What the United States owes its Afghan allies*. Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/opinions/2021/04/19/we-may-be-leaving-afghanistan-we-shouldnt-forget-our-allies/>

CFIAR, *le centre interarmées qui apprend à renseigner*. (2021). Site du ministère des armées. <https://www.defense.gouv.fr/english/actualites/articles/cfiar-le-centre-interarmees-qui-apprend-a-renseigner>

Concours de recrutement d'interprètes. (2021). Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. <https://www.un.org/dgacm/fr/content/exams-interpreters>

Conesa, P. (2016, 10 décembre). *La guerre selon Daech marque-t-elle la fin des interventions militaires occidentales ?* diplomweb.com. <https://www.diploweb.com/La-guerre-selon-Daech-marque-t.html>

Courses - InZone - UNIGE. (2021). InZone Courses. <https://www.unige.ch/inzone/learning/learning/>

Delgado Luchner, C., & Kherbiche, L. (2018). Without fear or favour ? *Target. International Journal of Translation Studies*, 30(3), 415438. <https://doi.org/10.1075/target.17108.del>

Department of Peacekeeping Operations & Department of Field Support. (2014). *United Nations Civil-Military Coordination Specialized Training Materials (UN-CIMIC STM)*. <http://repository.un.org/bitstream/handle/11176/89582/STM%20UNCIMIC.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Diderot, D., & Alembert, R. L. J. D. (2019). *Encyclopédie, Ou Dictionnaire Raisonné Des Sciences, Des Arts Et Des Métiers*. Wentworth Press.

Duque, A. L. (2020). Quelles médiations dans les pratiques d'interprétariat ? *Rhizome*, N°75-76(1), 110119. <https://doi.org/10.3917/rhiz.075.0110>

Gómez Amich, M. (2013). The Vital Role of Conflict Interpreters. *Nawa Journal of Language and Communication*, 1528. https://www.researchgate.net/publication/317277089_-_Gomez_Amich_M_2013_The_Vital_Role_of_Conflict_Interpreters_Nawa_Journal_of_Language_and_Communication_7_2_15-28

- Guide de terrain pour L'interprétation humanitaire et la médiation culturelle.* (2021). Translators Without Borders. https://translatorswithoutborders.org/wp-content/uploads/2020/09/Com_CR_HumanitarianFieldGuide_French-Final.pdf
- Haddad, R. (2016). *Manuel d'écriture inclusive*. Mots-clés. https://www.univ-tlse3.fr/medias/fichier/manuel-decriture_1482308453426-pdf
- Hajjar, R. M. (2016). Effectively Working With Military Linguists. *Armed Forces & Society*, 43(1), 92114. <https://doi.org/10.1177/0095327x16632333>
- Interprète images.* (2021). Site du ministère des armées. <https://www.defense.gouv.fr/ema/directions-services/direction-du-renseignement-militaire/rejoindre-la-drm/les-metiers-de-la-drm/interprete-images/devenez-interprete-images>
- Interpreter/Translator.* (2021). Site de recrutement de l'armée américaine. <https://www.goarmy.com/linguist/about/interpreter-translator.html>
- InZone - UNIGE.* (2021). Inzone. <https://www.unige.ch/inzone/what-we-do/>
- Jones, I. P., & Askew, L. (2014). *Meeting the Language Challenges of NATO Operations : Policy, Practice and Professionalization (Palgrave Studies in Languages at War)* (1st ed. 2014 éd.). Palgrave Macmillan.
- Knowledge Centre on Interpretation European Commission.* (2018, 23 mars). Knowledge Centre on Interpretation - European Commission. https://ec.europa.eu/education/knowledge-centre-interpretation/other-eu-language-related-services_fr
- Kriesberg, L. (2021). *Constructive Conflicts : From Escalation to Resolution*. Rowman & Littlefield Publishers.
- Larousse. (2021). *Définitions : interprète - Dictionnaire de français Larousse*. Dictionnaire Larousse. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/interpr%C3%A8te/43812>
- Laugesen, A., & Gehrmann, R. (2020). *Communication, Interpreting and Language in Wartime : Historical and Contemporary Perspectives (Palgrave Studies in Languages at War)* (1st ed. 2020 éd.). Palgrave Macmillan.
- Linguiste.* (2021). Site du recrutement de l'armée de l'air et de l'espace. <https://devenir-avia-teur.fr/devenir/nos-metiers/linguiste>
- Mertus, J. A., & Helsing, J. W. (2006). *Human Rights and Conflict : Exploring the Links between Rights, Law, and Peacebuilding* (New ed.). United States Institute of Peace Press.

- Military accessions vital to national interest (MAVNI) recruitment pilot program.* (2016). US Department of Defense. <https://dod.defense.gov/news/mavni-fact-sheet.pdf>
- Monnet, C. (1998). La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation. *Nouvelles questions féministes*, 19. <https://infokiosques.net/IMG/pdf/BrochureCorinneMonnet.pdf>
- Moser Mercer, B. (2015). *Interpreting in conflict zones*, in *The Routledge Handbook of Interpreting* (1re éd.). Routledge.
- Naissance d'une profession, les soixante premières années de l'Association Internationale des Interprètes de Conférence (AIIC).* (2013). AIIC.
- No One Left Behind. (2021). *No One Left Behind*. Non-Profit. <https://nooneleft.org>
- Officier linguiste.* (2021). Site du recrutement de l'armée de terre. <https://www.sengager.fr/emplois/enseignement-recherche-musique/officier-linguiste>
- Operator Technical Intelligence.* (2021). British Army Jobs. <https://apply.army.mod.uk/roles/intelligence-corps/operator-technical-intelligence>
- Parlevliet, M. (2010). Rethinking Conflict Transformation from a Human Rights Perspective. *Human Rights and Conflict Transformation : The Challenges of Just Peace, Berghof Dialogue Series, no. 9*, 1546.
- Pelopidas, B., & Ramel, F. (2018). *L'Enjeu mondial - Guerres et conflits armés au XXIe siècle*. Presses de Sciences Po.
- Puechguirbal, N. (2002). Les femmes afghanes dans le processus de paix en Afghanistan : une perspective onusienne. *Cahiers du Genre*, 33(2), 155177. <https://doi.org/10.3917/cdge.033.0155>
- Rousseau, J. J. (1933). *Du contrat social, ou principes du droit politique*. Gallimard.
- Ruiz Rosendo, L. (2019). Interpreting for the Afghanistan Spanish Force. *War & Society*, 39(1), 4257. <https://doi.org/10.1080/07292473.2019.1701620>
- Ruiz Rosendo, L. (2020a). Los intérpretes en zonas y situaciones de conflicto en el marco de las instituciones internacionales. *Puntoycoma*, 166, 1217.
- Ruiz Rosendo, L. (2020b). The role of the affective in interpreting in conflict zones. *Target. International Journal of Translation Studies*, 33(1), 4772. <https://doi.org/10.1075/target.18165.rui>

- Ruiz Rosendo, L., & Barea Muñoz, M. (2017). Towards a typology of interpreters in war-related scenarios in the Middle East. *Translation Spaces*, 6(2), 182208. <https://doi.org/10.1075/ts.6.2.01rui>
- Ruiz Rosendo, L., Barghout, A., & Martin, C. H. (2021). Interpreting on UN field missions : a training programme. *The Interpreter and Translator Trainer*, 118. <https://doi.org/10.1080/1750399x.2021.1903736>
- Ruiz Rosendo, L., & Persaud, M. C. (2018). On the Frontline : Mediating Across Languages and Cultures in Peacekeeping Operations. *Armed Forces & Society*, 45(3), 472490. <https://doi.org/10.1177/0095327x18755108>
- Snellman, P. (2016). Constraints on and dimensions of military interpreter neutrality. *Linguistica Antverpiensia, New Series : Themes in Translation Studies*, 15, 260281.
- A survey of glossary practice of conference interpreters*. (2021). Association Internationale des Interprètes de Conférence (AIIC). https://aiic.org/document/950/AIICWebzine_2015_Issue66_5_JIANG_A_survey_of_glossary_practice_of_conference_interpreters_EN.pdf
- Ticca, A. C., & Traverso, V. (2015). Interprétation, traduction orale et formes de médiation dans les situations sociales Introduction. *Langage et société*, 153(3), 7. <https://doi.org/10.3917/lis.153.0007>
- Todorova, M. (2017). Interpretar en la frontera : « Interpretación puente » para el ACNUR. *CLINA : Revista Interdisciplinaria de Traducción, Interpretación y Comunicación Intercultural*, 3(2), 115129. <https://doi.org/10.14201/clina201732115129>
- UNHCR. (2009, 1 janvier). *Interpreting in a refugee context*. United Nations High Commissioner for Refugees. <https://www.unhcr.org/4d947e2c9.pdf>
- United Nations Civil-Military Coordination Specialized Training Materials (UN-CIMIC STM)*. (2014). Department of Peacekeeping Operations & Department of Field Support. <http://repository.un.org/bitstream/handle/11176/89582/STM%20UNCIMIC.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- United Nations Peacekeeping, Milante, G., Mueller, H., & Muggah, R. (2020). *Estimating future conflict risks and conflict prevention implications by 2030*. https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/estimating_future_conflict_risks_and_conflict_prevention_implications_by_2030.pdf

Vidal, D. (2006). Des conflits entre Etats aux guerres civiles, in l'Atlas géopolitique, Une nouvelle géopolitique. *Le Monde Diplomatique*, 4849.

Von Clausewitz, C. (1970). *De la guerre*. Editions de Minuit.

Words of Relief Crisis Response. (2019, 10 mai). Translators without Borders. <https://translatorswithoutborders.org/our-work/crisis-response/>